

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 507, 1,50 F

JEUDI 16 SEPTEMBRE 1971



En page 16, la Déclaration
de la Direction Politique

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Direction politique :
Christian Guerche

Secrétaire de rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction :
566-45-37

Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)

Abonnements

6 mois	22 F
1 ans	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos :
A.G.I.P. (p. 6, 12), A.F.P. (p. 13),
Collombert (p. 8), D.R. (p. 7, 14).

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

PANTHÉON

Le propriétaire

(am. V.O.)

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Vie militante

Les travaux de la Direction Politique Nationale

La Direction politique nationale du parti a pris en outre un certain nombre de décisions concernant l'organisation du parti, la convocation de la prochaine conférence nationale entreprises, le problème des minorités ethniques, l'organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires. Les textes correspondants en même temps que les résolutions minoritaires seront publiés la semaine prochaine dans un encart spécial.

Résolution sur la police

Il y a des réalités qui ont la vie dure et Marcellin est en train d'en faire l'expérience. Le régime a tout fait pour que les policiers soient persuadés d'être solidaires des hommes au pouvoir, pour les persuader qu'en défendant le régime, ils défendaient leurs propres intérêts, pour qu'ils s'imaginent que l'ennemi ce sont les étudiants, les jeunes, les ouvriers en grève et les paysans en lutte, ce que contredit à l'évidence l'origine populaire de la plupart d'entre eux.

Tous les procédés ont été utilisés pour tenter de séparer les policiers de l'ensemble des travailleurs : de l'intoxication idéologique à un statut matériel particulier. Marcellin a même été jusqu'à couvrir toutes les exactions commises par certains éléments fascistes et sadiques, que la plupart des organisations syndicales des policiers eux-mêmes ont dénoncées.

Malgré tous ces efforts, les policiers commencent à comprendre que la cause qu'on les charge de défendre n'est pas la leur et qu'on leur demande de faire une sale besogne pour défendre des profits auxquels ils n'ont aucune part.

Bien sûr, leur mécontentement peut être récupéré par des mouvements fascistes qui emploieront une autre intoxication pour les mettre au service des mêmes intérêts. Mais il est important que les policiers aient retrouvé, pour manifester leur irritation, le vocabulaire qu'ils ont appris des lycéens, des étudiants, des travailleurs en lutte ; il est important que ceux qui ont défilé d'Evian à Thonon aient rencontré les ouvriers en grève. On peut penser que s'ils doivent un jour choisir, les policiers comprendront qu'ils ne peuvent pas être solidaires du régime qui les exploite.

Le fait de la semaine

Qui est Lorette Fonseca ?

Lorette Fonseca est notre amie. C'est une Portugaise habitant à Massy depuis plus de trois ans. Elle a cinq enfants. Elle habite dans une résidence de Massy. Elle est l'amie de tous les Portugais du bidonville de la route de Chilly.

Parce qu'elle connaît mieux le français que presque toutes les femmes et que beaucoup d'hommes du bidonville, elle les aide à remplir les papiers de Sécurité sociale, à faire les démarches administratives au commissariat (pour obtenir les papiers : cartes de séjour, cartes de travail) et à la mairie (inscription des enfants à l'école).

Parce qu'elle connaît bien les Portugais du bidonville, elle partage leurs problèmes. Elle était à la mairie à leur côté lorsqu'ils ont été tous ensemble réclamer les logements que la municipalité leur avait promis à Massy.

Résolution de la Direction Politique

Lorette Fonseca, émigrée portugaise, mère de cinq enfants, est menacée d'expulsion. Elle est accusée de ne pas avoir accepté la misère de ses frères portugais du bidonville de Massy. A l'heure où Chaban-Delmas continue à larmoyer sur le sort des émigrés, Marcellin est chargé de venir au secours de ceux qui les maintiennent dans des conditions de vie inhumaines. La solidarité de l'ensemble des travailleurs français doit être acquise à Lorette Fonseca, mais elle doit s'exprimer concrètement pour empêcher son expulsion quelles que soient les décisions officielles. Le P.S.U. lance un appel pour qu'autour du Secours Rouge s'organise la lutte contre cette mesure crapuleuse qui se veut exemplaire et qu'une défaite soit infligée au pouvoir par la solidarité efficace et donc également exemplaire des travailleurs français et des travailleurs émigrés.

(Adopté à l'unanimité.)

Pour tout ce qu'elle a fait, nous estimons Lorette Fonseca.

Le vendredi 3 septembre, elle a reçu un avis d'expulsion du territoire français. Nous ne laisserons pas expulser Lorette Fonseca !

Nous avons quelques jours pour agir, pour empêcher cela : Lorette Fonseca est convoquée le 22 septembre à la préfecture de l'Essonne pour comparaître devant la commission d'expulsion.

Signez la pétition ! Envoyez des lettres à la sous-préfecture de Palaiseau ou à la préfecture d'Ivry ! Déposez vos témoignages !

**Comité de soutien
à Lorette Fonseca**

C.C.P. René Cruse 32 08897 - La Source
(mentionner : « Pour le soutien de Lorette Fonseca »)

Prochainement n° spécial

TS - "Femmes"

Fédérations, sections, passez vos
commandes dès maintenant

à Tribune Socialiste, 9, rue Borromée, Paris 15^e
C. C. P. Paris 5826.65

Prix : 1,50 F (Prix de vente : 2 F)

Paiement à la commande

Une autre issue

Michel Rocard

« Ras le bol »... Ce résumé fort expressif de l'exaspération collective devient le mot clé de la vie politique française. En moins d'un an, on aura vu les travailleurs des catégories les plus diverses exprimer sous les formes également les plus diverses un mécontentement qui ne tient pas seulement au niveau de leurs revenus. Il devient banal de reprendre cette éternelle énumération : ouvriers, paysans, lycéens... Tout le monde la connaît, mais elle s'enrichit. Ces toutes dernières semaines, on aura vu s'ajouter à la liste des médecins hospitaliers, ce qui est déjà inhabituel. On y aura vu aussi les ouvriers d'Evian, ce qui n'est moins inhabituel qu'en apparence. Les travailleurs de cette entreprise sont en effet, pour la plupart, originaires du milieu rural qu'ils n'ont quitté que récemment, leur tradition ouvrière est pauvre, leur syndicalisation encore limitée. Toutes circonstances qui, d'ordinaire, jouent contre la combativité. Mais la logique de la productivité capitaliste est là, et celle de la riposte ouvrière aussi : les travailleurs d'Evian se battent durement.

La protestation des policiers a pu paraître plus surprenante encore. En fait, elle ne l'est guère : la bourgeoisie ne les a pas ménagés dans les tâches qu'elle leur confiait pour la défense de ses intérêts. Au-delà de leurs problèmes professionnels, ils en ont eu assez de passer désormais pour de purs instruments de répression, de purs « cogneurs ». A travers l'image que leur renvoyaient d'eux-mêmes leurs voisins de quartier, ou les copains de leurs enfants à l'école, ils ont découvert petit à petit que ce qu'on leur faisait défendre n'avait plus rien à voir avec l'intérêt réel de la collectivité ou de la « nation ». Et, renvoyant à leurs rêves rouges ceux qui expliquent un peu trop exclusivement la puissance de la bourgeoisie par les bureaucraties syndicales qui freinent les luttes, ce sont les syndicats de police qui engagent la bataille ; d'abord à travers l'opération très habile d'explications avec la population, puis par la menace d'actions dures. On s'étonne, on se fâche, on s'inquiète dans la société convenable. Mais on n'y a que ce qu'on mérite : comment voulez-vous que sans droit de grève les policiers se fassent entendre autrement. Alors, la bourgeoisie qui ne comprendra décidément jamais rien, achève la démonstration. On ne connaît pas de révocations ou mises à la retraite de policiers pour passages à tabac, brutalité, actes indignes de la police. Mais on révoque et on met à la retraite pour rédaction d'un communiqué syndical blasphématoire pour le nouveau grand tabou : « l'ordre ». Voilà qui aidera bien des policiers hésitants à comprendre...

La rentrée des congés, pourtant, est à peine faite, et bien d'autres mécontentements connus ne se sont pas encore exprimés qui vont l'être bientôt. « France Soir » titre triomphalement que 85 % des parents sont satisfaits des conditions dans lesquelles leurs enfants sont inscrits à l'école ! Ce qui veut

dire que les familles qui ne le sont pas atteignent le nombre énorme de un million et demi : record battu. Il faudra suivre aussi ce que penseront et feront les viticulteurs quand ils auront fini une vendange pour laquelle ils n'ont pas de place dans leurs cuves, n'ayant pas réussi à vendre le vin de l'année précédente... Et le mouvement ouvrier dans son ensemble va devoir se confronter avec les problèmes de pouvoir d'achat et de conditions de travail dont l'acuité ne fait que croître.

C'est visible pour chacun, la France a besoin de changements profonds. Notre gouvernement nous les préparerait-il, par hasard ? La période est bonne pour se poser la question : le Premier ministre vient de faire d'importantes déclarations. Importantes ? A ses yeux peut-être, et à ceux des journalistes aux ordres, mais visiblement pas pour l'ensemble de l'opinion. Le manque d'imagination, l'absence de projet, le caractère routinier des décisions annoncées sont les traits essentiels de la déclaration de Chaban-Delmas. Et la presse a dû titrer sur les allocations pour garde d'enfants. Le problème est important, certes, et nous-mêmes, au P.S.U., ne l'avons jamais sous-estimé. Mais tout de même, la clé de voûte d'une politique est ailleurs. La bourgeoisie qui nous gouverne n'a même plus de ses intérêts une idée assez haute pour s'en faire un drapeau.

Il faudra donc chercher ailleurs les conditions d'une transformation profonde du pays. Il est normal, dès lors, que les travailleurs aspirent à un changement, appellent une solution crédible, comme on dit aujourd'hui. Les états-majors du parti communiste et du parti socialiste le savent bien et en jouent. Ils nous préparent un accord mi-front républicain, mi-front national ou populaire. Et de reparler de l'union de la gauche, cet espoir constamment galvaudé et trahi.

Quel est, en effet, le problème ? Les travailleurs de France ont fait, depuis quarante ans, quatre expériences d'accords passés entre la gauche officielle et le centre à seule fin de gouverner ensemble ou de s'y préparer. La première, le Front populaire, se termine avec la transmission des pleins pouvoirs à Pétain. La seconde, la Libération, se termine avec l'expulsion des ministres communistes et la relance d'un capitalisme actif qui se débarrassera des socialistes eux-mêmes trois ans après et s'incarnera dans Pinay. La troisième, le Front républicain, se termine avec la guerre coloniale et la disparition de la IV^e République. Et la dernière, l'accord P.C.-P.S. de février 1968, éclate devant la pression des étudiants et des travailleurs en Mai.

Il faut donc s'y prendre autrement et préparer une issue d'une autre nature. Les travailleurs doivent peser de manière telle que le pouvoir ne puisse plus être exercé en leur nom sous le contrôle de la bourgeoisie, mais qu'ils le prennent eux-mêmes.

La voie est malaisée : ce n'est pas nouveau, elle n'est facile pour aucun peuple. Il n'y a pas de modèle de société socialiste développée. C'est vrai : il nous faudra savoir inventer et sortir des livres saints du socialisme. C'est le sens du risque créateur qui manque le plus au mouvement révolutionnaire aujourd'hui, aussi bien chez ceux qui se figent dans la construction de petits appareils en attendant que les masses veuillent bien s'en servir, que chez ceux qui cherchent à inventer un autre mode de vie sans poser en rien le problème du pouvoir politique.

Mais qu'est-ce, alors, que la révolution ? C'est le mouvement historique par lequel les travailleurs assurent leur propre pouvoir, d'abord à la base, dans les entreprises et les localités, pour contrôler, à partir de là, l'exercice du pouvoir fait par leurs délégués aux niveaux régional, national et international.

L'important, dès lors, n'est pas de négocier au sommet, de conclure de bons accords ou de rédiger de bons programmes, il est de savoir créer, à partir du mécontentement, à partir des luttes qui se déclenchent partout dans le pays, la réflexion politique qui amènera les travailleurs à dépasser les problèmes ponctuels sur lesquels ils se battent pour se poser le problème du pouvoir et s'organiser, ensemble, pour le prendre.

La Direction politique nationale du parti veut d'adopter cinq initiatives dans ce sens. Elle propose qu'une dizaine de campagnes d'action rassemblent les militants révolutionnaires dans les mêmes luttes, que, dans tous les cas où cela sera possible, les travailleurs de toutes catégories confrontent dans des assemblées de réflexion commune l'expérience accumulée et la perspective ouverte par leur lutte. Elle propose que les militants du P.S.U. saisissent chaque occasion sur le terrain pour regrouper ceux qui se sont sentis concernés par une lutte sociale en comités d'initiative populaire, de manière à fonder l'organisation permanente de la masse des travailleurs en lutte. Elle propose que le mouvement révolutionnaire étudie de manière approfondie la nature actuelle et le rapport de forces où se trouve placée la classe ouvrière, pour dégager de cette analyse une stratégie mieux adaptée. Elle propose, enfin, d'intensifier l'intervention internationale commune des militants révolutionnaires en Europe occidentale.

Le problème n'est pas de parler de la révolution ni de la décrire à l'avance, il est d'en engager le processus. C'est le sens des dernières décisions du parti. L'application qu'elles recevront de la part des militants montrera si la voie choisie est la bonne. Il fallait la proposer, et c'est la responsabilité du Bureau national ; il fallait l'adopter, ce fut la responsabilité de la D.P.N. ; il faut l'appliquer, c'est la responsabilité de tout le parti.

FÊTE DE L'HUMA

un îlot de démocratie «avancée»



Jean-Louis Auduc

Réduire la fête de l'Huma à une simple foire à la saucisse et aux loteries, serait une erreur. En fait, la fête de l'Huma est un événement politique important de la rentrée. Cela pour plusieurs raisons.

La première, c'est que la fête de l'Huma est la fête de famille du Parti communiste, le lieu de retrouvailles des militants dispersés par les vacances. Après un mois de congé, en ce début septembre les militants du P.C.F. célèbrent la rentrée. Une rentrée préparée — dans la tradition — avec la vente de la vignette.

Une autre raison, c'est aussi que la fête de l'Huma est un de ces moments privilégiés pour le P.C.F., où l'union se réalise entre ses militants, ses sympathisants, ses électeurs. Un moment où il peut vérifier l'audience et l'impact que rencontrent ses initiatives, ses mots d'ordre.

Elle est, de ce fait même, pour le P.C.F., le banc d'essai d'une série d'actions et la démonstration de sa vitalité.

Le refus par le pouvoir d'accorder la clairière de Vincennes pour son déroulement a contribué à faire de cette fête beaucoup plus qu'une kermesse un événement politique. Il faut dire que, par rapport à la situation politique, le P.C.F. n'avait pas le choix.

Il lui était nécessaire de se présenter en situation offensive par rapport aux échecs de la rentrée.

Face au pourrissement actuel du pouvoir dont l'affaire Rives-Henrys, les problèmes Poniatowski-Chaban ne sont que les symptômes les plus voyants, le P.C.F. était mis dans l'obligation, surtout après sa campagne du mois d'août, de proposer une série de solutions à ses sympathisants et électeurs. Des solutions qui ne soient pas seulement à très court terme, mais posant le problème de long terme.

Surtout que son concurrent — électoral — le plus direct, le parti socialiste ne s'en laisse pas conter dans la lutte contre le pouvoir, son premier Secrétaire répandant de fracassantes déclarations révolutionnaires et des professions de foi socialistes. Son intention de vouloir tourner le P.C.F. sur sa gauche — y compris, en utilisant comme masse de manœuvre les éléments que celui-ci traite de « gauchistes » — ne pouvait laisser ce dernier indifférent.

Etre tourné sur sa gauche par le parti socialiste au niveau des déclarations, est intolérable pour un P.C.F. qui se prétend toujours l'avant-garde marxiste-léniniste du prolétariat français. Pour être capable de conserver son hégémonie sur la classe ouvrière et pour augmenter son influence sur d'autres couches, il lui fallait se montrer offensif sur tous les terrains. C'est-à-dire prouver par un certain nombre d'actions qu'il rassemble toujours la majorité des travailleurs — la manifestation des transports, fin août en étant un exemple — mais aussi battre le P.S. au niveau de ses déclarations politiques.

C'est dans ce cadre qu'allait entrer la fête de l'Humanité.

Bien sûr, le P.C.F. n'allait pas changer du tout au tout son contenu.

Il n'abandonna pas pour la préparation la figurine arlequin traditionnelle, et c'est une affiche de feu d'artifice collée sur les murs de Paris qui appelait à la fête.

Cependant c'est au niveau du contenu décidé par sa direction qu'allaient se révéler plus clairement les intentions du P.C.F. à l'occasion de la fête.

Il allait s'efforcer de rassembler autour de cette fête le maximum de preuves de son efficacité au combat politique contre le régime.

De plus, face aux attaques du P.S. sur les problèmes de l'alternance au pouvoir, des régimes socialistes normalisés, il fallait que le P.C.F. montre qu'il savait organiser démocratiquement et librement. En un mot, montrer au P.S. et aux autres organisations et par là même à l'opinion publique qu'il n'est pas seulement un parti d'opposition mais un parti de gouvernement.

Aussi ce rendez-vous « de peuple, de liberté et de socialisme » était avant toute chose, cette année, un îlot de démocratie avancée gouverné par le P.C.F.

C'était à travers le contenu, les spectacles, les manifestations culturelles, un modèle de ce qu'il était capable de réaliser.

Une démonstration aussi qu'il était un parti ouvert à tous les courants d'idées.

Pour réaliser ce modèle d'un coin de France avec un gouvernement à participation communiste, le P.C.F. n'a pas lésiné sur les moyens. Il faut dire que, pour mener à bien cette opération de charme, il avait besoin d'une série d'éléments.

Flatter la jeunesse

Tout d'abord il lui fallait la présence de l'ensemble des couches de la population, et, plus particulièrement la jeunesse intellectuelle et ouvrière.

Or, pour ce faire, il ne pouvait compter sur la mobilisation de la J.C. qui, quasi inexistante dans les quartiers et totalement coupée des grandes luttes de masse des jeunes, n'aurait amené qu'un maigre contingent. A titre d'exemple, la fête d'Avant-Garde — journal confidentiel de la J.C. — n'avait rassemblé que 3.000 personnes en juin.

Aussi le P.C.F. devait-il, pour réussir attirer les jeunes.

Pour mener à bien cette opération, ses talents d'organisation et de récupération firent merveille ; à l'intention de la jeunesse ouvrière, un vaste Palais de la Moto avait été organisé, où l'on flatte le goût de la vitesse, la recherche de la plus belle moto, etc.

Pour les jeunes intellectuels, lycéens, étudiants, dont toutes les mobilisations politiques se sont déroulées cette année en dehors du P.C. et sous la direction des militants des groupes révolutionnaires, le P.C. a cherché, au niveau artistique, ce qui serait le plus capable de les attirer, même si ceci était légèrement en marge de sa politique traditionnelle.

C'est ainsi qu'on pouvait applaudir à la Courneuve « 1789 » d'Ariane Mnouchkine, les spectacles de Benedetto « Mandrin » et « la Commune de Paris ».

Pour couronner le tout, dans cette offensive de charme du P.C. vers la jeunesse, un mini-festival Pop où se côtoyaient les meilleures formations, prenait des airs de mini-Woodstock.

Cependant, il ne s'agissait là que d'un hors-d'œuvre. Le spectacle central a toujours été révélateur des choix du P.C.F. On se rappelle les années passées où il choisissait pour flatter l'apolitisme du public, d'exhiber Mireille Mathieu, Guy Béart ou autres sur la scène centrale.

Même si Guy Béart était invité cette année, il passa totalement inaperçu, la vedette étant cette année à la chanson politique : Joan Baez, Paco Ibanez et Mikis Théodorakis, symbole de trois peuples en lutte assuraient le spectacle.

Liberté d'expression

S'ils concourraient, et pour une grande part à attirer la jeunesse, ils contribuaient aussi à permettre

au P.C. de se poser en champion de la liberté d'expression.

La permission donnée à J. Baez de faire une profession de foi anarchiste, la première sans doute jamais entendue à une fête de l'Huma entrain dans le cadre d'une offensive visant à montrer le libéralisme dont ferait preuve le P.C. à son arrivée au pouvoir. Dans la même perspective, un vaste circuit intérieur de télévision allait présenter durant les deux jours ce que serait une T.V. démocratique ; des informations, des débats, des interviews. Utilisant toutes les techniques de l'audiovisuel, cette télévision avec ses informations, ses spectacles, ses tribunes, ses films donnait ainsi un peu plus complètement le modèle de ce que signifie la télévision démocratique pour le P.C.F., c'est-à-dire le même type de rapports téléspectateurs - télévision que dans la T.V. actuelle, mais avec, bien entendu, des présentateurs du P.C.F. Toutes ces techniques utilisées pour les débats du type « Dites-moi M. Marchais » qui se poursuivirent pendant toute la fête sur différents sujets.

Cette image du libéralisme fut quelque peu égratignée par l'incident à propos de l'interdiction à la vente du livre de M. A. Macciocchi incident qui provoqua le refus de présence à La Courneuve de Ph. Sollers et du peintre Matta.

Ce fait venant nous rappeler que la liberté d'expression, y compris dans la phase de transition au socialisme, ne sera jamais un dû, mais devra toujours être imposée.

Techniques...

Mettant toutes les techniques à profit pour présenter sous un nouveau jour concret ses propositions, le P.C.F., dans sa démonstration politique de la Courneuve ne manquait pas de montrer que partout il est à la pointe du progrès.

Il présenta donc un SICOB, miniature et, bien sûr, démocratique : mêmes entreprises, mêmes types de démonstrateurs, mêmes appareils. Cette Cité Informatique dirigée vers les couches techniciennes, les cadres, leur montrait le « gentil monde » et l'intérêt d'une démocratie avancée pour leur travail.

A côté de ces réalisations, et phénomène tout aussi politique, à la fête de l'Huma, il y a la foule : la foule, impressionnante et populaire. Par centaines de milliers, les visiteurs achètent et mangent, prennent des verres à la fédération du Loir-et-Cher, déjeunent au restaur-

rant réunionnais, tunisien ou espagnol de la Cité Internationale.

C'est un spectacle étonnant, quelquefois réjouissant surtout lorsque la queue s'allonge pour aller voir l'expo passionnante réalisée au stand de l'Humanité « Le dessin pour quoi faire ».

Analyser le Parti Communiste, combattre le réformisme, c'est aussi, pour des militants révolutionnaires, comprendre la somme de dévouement que les militants communistes mettent à construire, à tenir le stand. C'est pour eux une pierre qu'ils apportent à l'existence au combat de leur parti.

La question qui se pose, la question qui est posée : est-ce une pierre à la construction du socialisme ?

A rester deux jours, à voir les références continues faites par rapport à la Foire de Paris « le même prix, la même remise », au Sicob, la fête de l'Huma apparaît comme un aménagement du système traditionnel mais non comme une rupture. On aménage l'ensemble des données du système au niveau informations, spectacles mais sans tenter d'en changer, ne fût-ce que faiblement, une seule des racines.

C'est cette intégration profonde du P.C.F. au rapport de la société bourgeoise qui apparaît à tout moment dans la fête.

Si nous ne condamnons pas par principe la publicité nécessaire à l'existence d'un journal, nous ne comprenons plus que l'on distribue dans l'enceinte de la foire des prospectus pour des lotissements de maisons individuelles, à grands renforts de promesses pécuniaires. Ou plutôt si, nous comprenons ainsi quel sort sera réservé aux capitalistes en « démocratie avancée ». Leurs affaires marcheront sans doute aussi bien qu'à la fête de l'Huma... Ce qui n'est pas peu dire ! Nous pensons avant tout, et c'est un débat politique à avoir avec les militants du Parti communiste, que la construction du socialisme n'est pas une affaire d'organisation et d'aménagement du système. C'est là une des grandes leçons politiques à retirer de cette fête de l'Huma.

La révolution socialiste sera une rupture totale avec le système capitaliste et non pas la gestion loyale de celui-ci.

C'est là notre grand désaccord avec les camarades communistes par rapport aux problèmes d'unité P.S.-P.C.

La C.F.T. manifeste...

A grands renforts de barbouillage et d'inscriptions, la C.F.T. avait annoncé de vastes rassemblements pour septembre 1971.

Hélas pour M. Simakis, son secrétaire général, les envoyés spéciaux de « T.S. » ont réussi à apercevoir la « gigantesque » manifestation parisienne de la C.F.T. passée inaperçue de toute la presse, sauf de « la Nation ».

Il faut dire qu'elle était difficile à apercevoir.

Une centaine d'adhérents — nous n'osons pas dire de militants — de la C.F.T., rue de Bellechasse, sous des drapeaux bleu, blanc, rouge, chantaient « la Marseillaise »...

Tout cela prêterait à rire si derrière la C.F.T. ne se cachait pas les habituelles méthodes du fascisme.

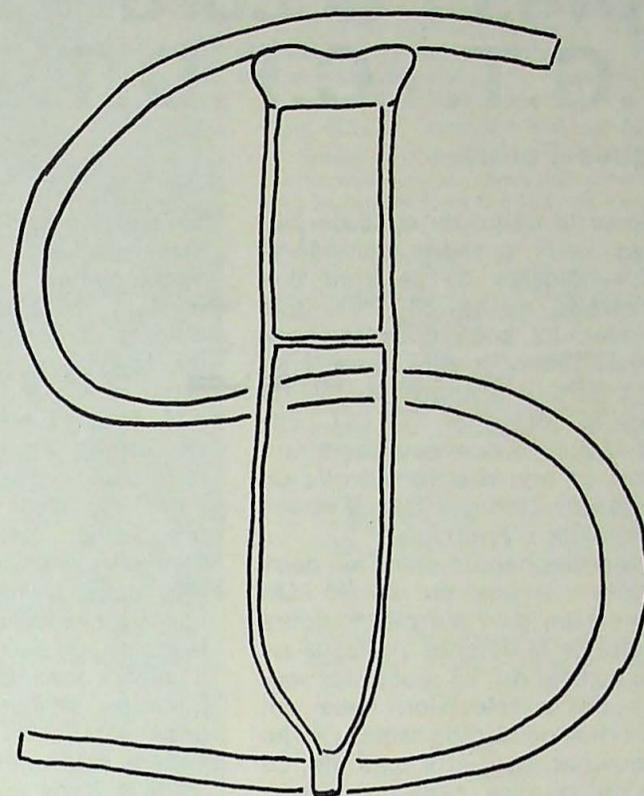
A Citroën, à Simca, c'est par dizaines que les militants ouvriers subissent la répression de la part des nervis de la C.F.T.

Une organisation, d'ailleurs, qui sait où trouver ses maîtres :

Fin 1968, son secrétaire général assistait en personne au congrès des syndicats franquistes.

En avril 1971, la Fédération métallurgique C.F.T. signait un accord avec le mini-syndicat fasciste italien lié au M.S.I. de sinistre réputation.

Dans cette situation, donc, même si ces nervis ne sont qu'une minorité épaulée par les agents des S.A.C. et des C.D.R., nous resterons vigilants, prêts à écraser dans l'œuf tout danger fasciste. □



BAROU

Michel Rocard, le dollar et le plumitif

Jean Verger

Dans un article paru dans le *Monde* du 8 septembre, Michel Rocard exprimait son opinion sur la crise du dollar. Après une analyse des causes de l'effondrement du système monétaire international (le rôle dominant de l'impérialisme américain et son « insolvabilité » en tant que monopolisateur mondial des exportations de capitaux), M. Rocard s'attachait tout particulièrement à montrer la faillite de l'« Europe » capitaliste, son incapacité majeure à s'opposer à l'exportation, par l'impérialisme américain, de sa crise pour la faire supporter par les autres pays (l'Europe et le Japon).

Un champ de vision rétréci

Mais poser le problème de « l'Europe », parler même tout simplement de l'Europe indispose le plumitif de service de l'*Humanité*. Voyez-vous, M. Rocard n'a pas utilisé dans son article l'expression « intérêt national » et, suprême honte, il n'a pas exigé de M. Pompidou qu'il adopte une politique ferme qui, enfin, fasse reculer Richard Nixon au nom de « l'intérêt de la France ».

Au lieu de tout cela, M. Rocard expliquait que la substitution d'un autre pôle monétaire au dollar, notamment un pôle européen, ne serait possible que « lorsqu'il y aura pouvoir politique européen. Il n'y aura de pouvoir politique européen que lorsque la lutte de classes imposera ses arbitrages à ce niveau... D'ici là, il n'y a à attendre, plus

ou moins graves, plus ou moins rapprochées, que les convulsions monétaires d'un système condamné ».

En d'autres termes, seule une politique européenne socialiste, d'une Europe socialiste, serait en mesure de s'opposer réellement au rôle hégémonique de l'impérialisme américain. Mais le rédacteur de l'*Humanité* a un champ de vision rétréci par la ligne bleue des Vosges, un champ optique hexagonal en quelque sorte. Rocard, selon notre plumitif, « conclut que l'avenir des travailleurs est dans une monnaie européenne et un « pouvoir politique européen », prochain objectif, selon lui, de la lutte de classes. Foin d'un programme démocratique pour la France... Foin même du contrôle des changes... La révolution passe par Bruxelles ».

L'art de citer une bribe de phrase en l'isolant du reste et l'art du faussaire qui consiste à faire dire, par exemple, à Rocard, que la « révolution passe par Bruxelles » sont donc encore un merveilleux héritage du stalinisme.

Mais croire que la mise en avant d'un « gouvernement démocratique » et le contrôle des changes en France soient un frein suffisant à l'impérialisme américain tel qu'il se manifeste à travers la crise du système monétaire, indique une pauvreté d'esprit et un analphabétisme politique déconcertants.

La crise du système monétaire international a été un révélateur excellent de la faillite du Marché commun, c'est-à-dire de la pseudo-Europe capitaliste, incapable de

définir une politique monétaire commune face à la crise. Or, les problèmes monétaires et la crise d'un système monétaire mondial reflètent les contradictions et la crise du système capitaliste mondial.

Le mouvement ouvrier et l'Europe

La crise d'aujourd'hui est donc l'occasion pour le mouvement ouvrier de poser en termes nouveaux, pour la première fois offensifs et non défensifs, son attitude à l'égard de « l'Europe », en mettant en avant la seule politique capable de s'opposer au diktat américain, celle d'une véritable Europe socialiste, fondée, de l'Angleterre à l'Italie, par un développement victorieux de la lutte de classes. Une telle Europe, en adoptant des mesures de sauvegarde vis-à-vis des Etats-Unis serait capable de renverser la vapeur. Ces mesures seraient, par exemple, les suivantes :

● Définition d'une parité fixe européenne par rapport au dollar ;

● Taxation spéciale des importations américaines en Europe, en mesure de représailles contre la taxation américaine unilatérale de ses importations.

● Au cas où la nationalisation des industries à forte participation de capitaux américains ne serait pas encore appliquée, une mesure conservatoire fondamentale consisterait à frapper tous les capitaux investis en Europe (des milliards de dollars) d'un impôt sur le capital. Seraient également frappés

tous les capitaux flottants spéculatifs américains.

Il va de soi qu'une telle situation serait conflictuelle : une Europe socialiste est inconcevable sans tension extrême avec les Etats-Unis qui auront alors à résoudre sur le plan intérieur les conséquences de cette crise et dont la réponse sera, inéluctablement, la révolution socialiste aux Etats-Unis.

Faut-il attendre, comme le fait le P.C.F., que chaque pays d'Europe ait changé de régime (ce qu'ils appellent du nom pudique de « gouvernement démocratique », est-ce bien un changement de « régime » ?) pour aborder les problèmes de l'Europe ?

Dès aujourd'hui, et à l'occasion de la crise monétaire mondiale, il est possible aux syndicats et aux partis ouvriers européens de lui donner au moins une première réponse « européenne » en exigeant la taxation des capitaux et des importations américains en Europe. Même ces deux simples mesures, le Marché commun est incapable, ne serait-ce que de les envisager un seul instant ; le mouvement ouvrier européen aurait alors l'occasion de démontrer aux yeux des travailleurs le véritable visage de « l'Europe » capitaliste, et cela d'une manière autrement concrète et vivante que par de simples anathèmes et bavardages sur le Marché commun.

Ce serait alors l'occasion, pour lui, de renouer avec le vieux mot d'ordre d'Etats-Unis Socialistes d'Europe lancé il y a près de cinquante ans par l'Internationale communiste. □

Après l'accord C.G.T. - C.F.D.T.

Jacques Ferlus

Depuis le début du mois de juillet, les deux grandes confédérations syndicales ne se sont pas rencontrées moins de trois fois (10 juillet, 25 août, 6 septembre). On avait beaucoup de choses à se dire et surtout à apprendre... A la tête de la délégation C.F.D.T., Edmond Maire, le nouveau secrétaire général, un nouveau venu, voire un inconnu que Georges Séguy et ses amis avaient à apprivoiser.

Le ton des débats entre les deux centrales n'a pas été révélé. On imagine bien qu'il n'a pas toujours été celui de la détente. A l'issue de la rencontre du 25 août, les caméras de la télévision nous ont montré les deux dirigeants. On ne se souvient peut-être pas de ce qu'ils ont pu dire, mais on conservera longtemps l'image de chacun de ces deux hommes surveillant les propos de l'autre et opinant de la tête à chaque fin de phrase. Visiblement, on se guettait, on surveillait le moindre écart, la « vacherie » possible. Il n'y en eut pas.

Quelques jours plus tard, les deux organisations publiaient une longue déclaration commune, qui apparaît comme l'acte le plus important de la rentrée sociale. Si rentrée sociale il y a.

Un accord

C'est en décembre dernier que C.G.T. et C.F.D.T. s'étaient mises d'accord sur une relance de l'action commune. A cette date, trois campagnes furent décidées. Une seule, celle sur les immigrés, n'a pas véritablement débouché. Les conflits spectaculaires du dernier printemps ne doivent pas nous faire oublier que l'action coordonnée des deux centrales sur le droit syndical, la répression patronale et surtout les retraites ont obtenu un succès certain auprès des travailleurs.

La relance de l'action sur les retraites ces jours-ci (vente d'une carte postale) montre que le problème demeure d'actualité. Les trois grandes campagnes de l'année dernière sont d'ailleurs reprises dans le nouvel accord.

Mais, en décembre, les dirigeants syndicaux n'avaient pas prévu que les travailleurs soulèveraient un autre problème sur lequel ils déclenchaient même des grèves importantes. Il s'agit de la revendication sur les conditions de travail, les cadences, la production. Tout le monde se souvient des O.S. du Mans.

Ces revendications apparaissent donc en bonne place dans l'accord du 6 septembre. Mais on notera que les deux centrales ne placent pas ces revendications en tête de leurs nouvelles préoccupations. El-

les ont pris soin de numéroter leurs projets pour bien signifier que la nomenclature ne doit rien au hasard : 1. Salaires et pouvoir d'achat ; 2. Droit à l'emploi de tous les travailleurs, et, enfin, 3. Amélioration des conditions de travail.

A Evian (voir notre article sur ce conflit), les travailleurs ont préféré commencer par le troisième. Ce n'est pourtant pas une preuve de l'erreur des syndicats. Ceux-ci prennent bien soin de noter, dans le préambule de leur accord, que celui-ci intervient dans le contexte de la crise monétaire. Il n'est donc pas dit que, dans quelques semaines, les revendications salariales n'apparaîtront pas comme prioritaires aux travailleurs.

On notera aussi que la C.G.T. et la C.F.D.T. soulignent que cet accord a été négocié au niveau des confédérations. Elles ne l'imposent pas à leurs syndicats, mais au contraire les encouragent à le discuter et à le dépasser si cela est possible. Il n'est question nulle part d'actions précises sur tel ou tel thème. Ce sont seulement des orientations.

Deux stratégies

C'est qu'il était difficile d'aller beaucoup plus loin... D'abord parce que la base apprécie de moins en moins de se voir embarquée dans des actions décidées par le sommet. De plus, en voulant en dire davantage, on se serait heurté rapidement aux conceptions stratégiques et tactiques opposées de chacune des centrales.

Les différences apparaissent clairement dans les déclarations récentes des deux leaders. Georges Séguy annonce clairement que c'est sur les salaires « et tout ce qui s'y rattache » qu'il va falloir se battre au cours des prochaines semaines. L'échelle mobile est remise en avant par la C.G.T. qui annonce que sur tous les grands problèmes de l'heure elle est prête à négocier avec le pouvoir et le patronat. Il suffit de lui faire signe. Sinon, elle imposera cette négociation.

Il s'agit donc de se battre pour pouvoir discuter. Georges Séguy s'efforce d'offrir à l'opinion un visage rassurant de lui-même et de la C.G.T. sans pour cela renier l'ampleur et la dureté de la lutte future. Bref, il demande que l'on fasse confiance aux militants de la C.G.T.

C'est un tout autre langage que tient la C.F.D.T. par la voix d'Edmond Maire : « Ce sont les travailleurs qui décideront de l'action à mener. » Edmond Maire connaît bien ses militants ; il sait que sur le terrain ils font, la plupart du temps, preuve de beaucoup plus



La rencontre au sommet C.G.T.-C.F.D.T.

d'imagination que ceux de la C.G.T. Il convient de leur laisser jouer ce jeu, car au niveau des appareils, la C.F.D.T. ne fait pas encore suffisamment de poids. Pour conserver cet avantage, la C.F.D.T. demande à ses adhérents d'y réfléchir à deux fois avant de se lancer dans des grèves illimitées. Elle estime que des arrêts de travail courts et nombreux sont un plus grand danger pour la production des entreprises, donc plus efficaces. Certes, mais il faut voir aussi dans ce conseil une opération tactique. Dans les actions courtes, la C.F.D.T. est plus apte à conserver l'avantage dans les initiatives qu'elle prend. La C.G.T., quant à elle, est plus experte pour tirer son épingle du jeu de grèves longues, même si elle ne les a pas provoquées. « La C.G.T. sait terminer une grève », déclare Edmond Maire.

Et des divergences

Donc, malgré cet accord, malgré les sourires, les poignées de mains et les rencontres futures où l'on débattrait sur le socialisme, chacun va son chemin et les divergences subsistent.

La C.G.T. continue de classer dans les rangs gauchistes tous les travailleurs qui prennent des initiatives qui l'obligent à se remettre un peu en question. Edmond Maire a pour lui de reconnaître que certaines de ces initiatives sont saines et que ceux qui les prennent sont dotés d'un grand militantisme. Il est vrai que les « gauchistes » (au sens C.G.T. du mot) sont relativement nombreux à la C.F.D.T. Dans une interview publiée dans

« Syndicalisme-Hebdo », Edmond Maire a cette petite phrase qu'on a dû apprécier à la C.G.T. : « Tout type d'action un peu nouvelle n'est pas forcément gauchiste. »

Ce dont la C.F.D.T. ne se doutait certainement pas, c'est que dès le lendemain de la signature de l'accord avec la C.G.T., elle se verrait embarquée dans une tentative de récupération par le P.C.F. Dans « l'Humanité » du 7 septembre, Laurent Salini note que cet accord pourrait servir de base à la politique sociale d'un gouvernement d'union démocratique.

Vive réaction d'Edmond Maire dans « Hebdo-T.C. » deux jours plus tard. Il dénonce la proposition de Salini sur le fond (« Nous avons une vision toute différente de ce que pourrait faire l'ensemble des forces syndicales et politiques ») et sur la méthode (« Une telle méthode d'agir avec la C.F.D.T. est parfaitement vouée à l'échec. ») La C.G.T. et le P.S. restent muets.

Ainsi donc, le but essentiel de cet accord, pour l'un des partenaires, visait à intégrer la C.F.D.T. dans les grandes manœuvres de la gauche pour la préparation des futures élections. En réagissant vite, la C.F.D.T. désamorce une initiative qui aurait pu être catastrophique pour les travailleurs.

Elle remet cet accord à sa vraie place, à savoir qu'il ne concerne que les centrales syndicales pour la période actuelle de la lutte contre le capitalisme.

L'important maintenant est de voir les résultats que donnera cet accord sur le terrain des entreprises. □

A Evian, des millions dans le lac

Rémy Grillault
(enquête de nos correspondants)

Dimanche 12 septembre on a dansé à Evian. Ce n'était pas la soirée chic pour curistes en mal de distractions, mais le bal populaire. Evian est en grève. Evian est en fête. On a dansé pour fêter une lutte bien menée et qui continue. On a dansé pour donner un témoignage d'amitié, de solidarité à 1.100 travailleurs en grève.

Tout a commencé au mois d'avril dernier dans l'usine de la source Cachat à Amphion qui sort 2.500.000 bouteilles d'eau par jour rapportant chacune 15 centimes à la Société des Eaux d'Evian et à B.S.N. par Riboud interposé.

Antoine Riboud est, paraît-il, un homme de bien qui estime que les travailleurs doivent pouvoir s'épanouir dans leur travail... C'est facile à dire, mais lorsque ce sage raisonnement se heurte aux impératifs du profit, de la rationalisation, de la productivité, rien ne va plus...

40 tonnes par jour

Donc au cours de ces derniers mois, les Eaux d'Evian ont mis en chantier une réforme de leur organisation de la production. On n'a pas lésiné sur les moyens en faisant appel au bureau d'études américain Mac Kinsey...

Au bout du compte, on en arriva à la conclusion qu'il fallait notamment, réorganiser l'atelier d'emballage. Dans cet atelier chaque « empileur » devait pouvoir remuer 54 tonnes de bouteilles pleines par jour au lieu de 40. Ainsi il devenait possible de réduire le nombre des empileurs.

Hélas, les 72 « empileurs » de l'usine, qui ne connaissent peut-être rien à l'organisation du travail mais qui savent ce qui leur passe journellement entre les bras, avaient un point de vue tout à fait opposé.

Actuellement, disent-ils, nous déplaçons six cartons de 19 kilos chacun par minute. Nous devons les disposer par pile de sept... Le dernier carton est donc à soulever à environ deux mètres du sol. C'est faisable une heure ou deux, mais après on en a plein les reins. Notre revendication est toute simple : nous sommes six par équipe, nous demandons à être sept. Ce qui fait en tout 14 travailleurs supplémentaires.

Telle est la raison pour laquelle le conflit qui durait depuis le mois d'avril s'est transformé en grève très dure.

« Le pouvoir aux travailleurs »

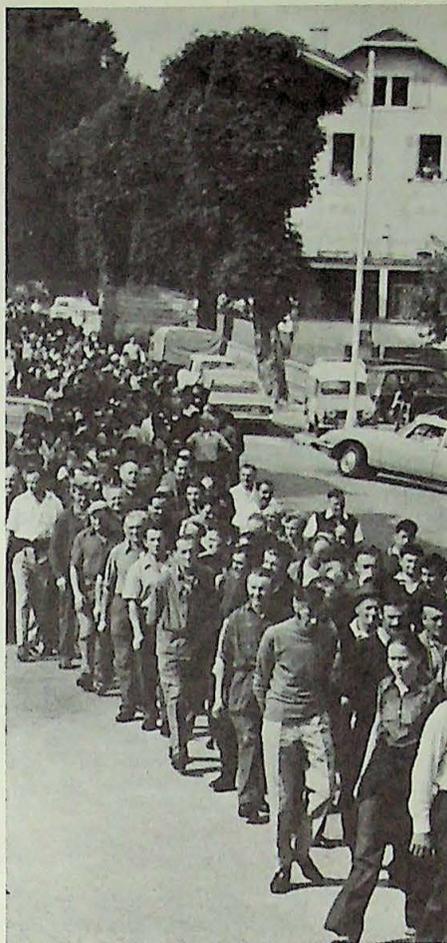
Pour les 1.100 travailleurs des Eaux d'Evian, les conditions de travail ne sont guère meilleures que celles des empileurs. Dans certains ateliers le thermomètre est monté à 50° au cours de l'été.

Une grève générale a lieu les 3 et 4 août. Puis tout au long des jours suivants, des débrayages de une à deux heures se succèdent. Les organisations syndicales, puissantes dans l'entreprise (80 % de syndiqués, C.F.D.T. majoritaire) ont préféré cette tactique au conflit ouvert comme celui des O.S. du Mans.

Ainsi en vingt jours, la production se voyait diminuée d'environ 15 millions de bouteilles. M. Riboud « aime bien » les travailleurs, mais il se soucie d'abord de ses bénéfices ; le 26 août il décide le lock-out de l'usine et poursuit de paisibles vacances dans son chalet savoyard.

La veille de cette décision, 94 % des travailleurs avaient voté la grève et ils hésitaient encore entre un arrêt limité ou illimité. La prise de position patronale mit tout le monde d'accord et eut pour effet de resserrer les rangs des travailleurs.

Les ouvriers de la source Cachat sont pour la plupart des paysans-ouvriers qui regagnent leur ferme ou leur village chaque soir. Un cadre de l'entreprise a d'ailleurs affirmé que s'ils étaient fatigués cela provenait des travaux qu'ils accomplissaient aux champs plutôt que dans l'entreprise...



Le P.S.U. soutient les travailleurs d'Evian

Dès le 1^{er} septembre, le Bureau national avait rendu publique une prise de position qui prévoyait dans quelles conditions ce conflit pouvait être victorieux :

« La Société des Eaux d'Evian est dirigée par un patron de combat. Aux revendications des travailleurs sur leurs conditions de travail particulièrement pénibles, la direction a répondu par le lock-out. Onze cents travailleurs sont ainsi privés de leur gagne-pain, pendant que B.S.N. et M. Riboud touchent les bénéfices de leurs ventes.

Aujourd'hui, les travailleurs occupent leur entreprise et les manifestations s'amplifient dans la région ; à Brest, Nantes, Vittel naissent des mouvements de solidarité.

Dans cette lutte, tous les « consommateurs » sont aussi concernés. Les militants du P.S.U. déjà engagés dans la lutte à Evian appuieront partout l'action qui commence et doit faire plier le pouvoir patronal.

Le gouvernement et le patronat veulent faire payer aux travailleurs la crise que traverse le système capitaliste et cherchent à engager l'épreuve de force en leur faveur.

Le P.S.U. appelle tous les secteurs concernés à manifester leur solidarité avec les travailleurs d'Evian : il est à leurs côtés dans la lutte qui s'engage, pour le contrôle ouvrier sur la production et l'extension du nombre d'emplois dans la région. »

Soutenez la lutte des travailleurs d'Evian : comité de soutien aux travailleurs de Cachat Société Générale - Thonon : 50 58 96 30.

Le conflit devient rapidement populaire dans toute la région. Les diverses manifestations de rue obtiennent un franc succès, beaucoup plus important qu'en Mai 68. Le 6 septembre devant la sous-préfecture, un slogan est scandé par la quasi-totalité des 1.500 manifestants : « Le pouvoir aux travailleurs ».

Contraints à la négociation

M. Riboud persiste dans sa détermination de ne pas céder devant les travailleurs. Mais à Evian la situation économique devient inquiétante. Les stocks s'épuisent. Dès cette semaine la demande sera plus forte que l'offre, alors que des millions de litres s'écoulent dans le lac Léman. Les

grévistes assurent toutefois l'approvisionnement des hôpitaux et centres de soins.

Les notables locaux, s'ils ne lèvent pas le petit doigt en faveur des grévistes, n'en sont pas moins inquiets eux aussi. Tout ça n'est pas très bon pour leur avenir et la municipalité d'Evian, en particulier, voit s'évaporer quelques millions sur la redevance que lui verse régulièrement Riboud.

Tout cela contribue peut-être à l'ouverture de négociations le 8 septembre. La délégation patronale est composée de gens qui, de par leurs responsabilités, sont vraiment au cœur du conflit : un fabricant de lait, un fabricant de montres, un négociant en meubles. Personne de chez Riboud bien entendu.

On aboutit malgré tout à des propositions. Le temps de travail des « empileurs » sera diminué de 1/6 et durant cette période ils seront remplacés par des manutentionnaires. Engagement est pris sur l'ouverture de négociations sur la sécurité de l'emploi, dès le mois d'octobre. Le lock-out sera indemnisé par le versement de cinq journées de salaire pour 14 jours chômeurs.

La C.G.T. coupée de sa base

Samedi 11 septembre, les travailleurs sont convoqués en assemblée générale. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'entreprise ne cachent pas leur désaccord sur les propositions patronales.

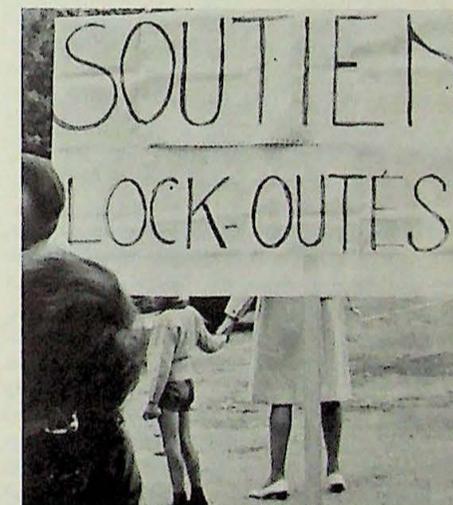
Mais la C.G.T. envoie sur place les responsables de la fédération de l'alimentation et les cadres régionaux. Ces camarades encouragent à la reprise du travail.

Depuis le début du conflit les instances dirigeantes de la C.G.T. sont en désaccord avec leur section d'entreprise. L'Humanité a publié un communiqué démentant la participation de l'union départementale au comité de soutien. L'union locale a même expliqué qu'elle refusait de participer à ce comité, compte tenu de la présence « d'éléments gauchistes qui ne peuvent que dévoyer la juste lutte des travailleurs ». Les éléments gauchistes, ce sont le Secours Rouge et le P.S.U.

Pourtant c'est l'ensemble des 1.100 travailleurs de l'usine, y compris ceux de la C.G.T., qui a approuvé la constitution de ce comité et qui a désigné comme responsable et principal animateur un militant du P.S.U.

Cette attitude de la C.G.T. n'est pas comprise par les travailleurs. Faut-il donc comprendre que la C.G.T. est gênée par l'accueil fait au P.S.U. dans l'entreprise ? Les camarades du groupe d'entreprise qui depuis des mois ne manquent pas de souligner la portée politique de la lutte en cours, ont toujours su rester à leur vraie place. Ils n'interviennent jamais à la place des travailleurs. Ainsi ils ont acquis leur représentativité. Aujourd'hui, en plein conflit, il est fréquent que les travailleurs demandent au P.S.U. de donner son point de vue.

On comprend que cela gêne certains. Mais ceux-là devraient d'abord s'occuper de leur propre attitude. Samedi 11 septembre, allant à l'encontre des dirigeants de la C.G.T., mais suivis par la section C.G.T., 80 % des travailleurs ont repoussé les propositions patronales et décidé la poursuite de la grève.



Le Mans - Evian : même combat

La rentrée sociale n'a pas eu lieu autour d'un tapis vert, comme on voudrait nous le faire croire, mais à Evian. Le problème posé est le même qu'au mois de juin. C'est celui des conditions de travail, des cadences. Il est encore une fois posé par des O.S. La lutte est permanente. Les O.S. du Mans l'ont bien senti : ils ont adressé 6.000 F au comité de soutien.

N'en déplaise à M. Riboud, il n'y a pas de bons et de mauvais patrons. Il y a d'un côté le capital et le pouvoir patronal et de l'autre la classe ouvrière combattive et solidaire. M. Riboud fait l'expérience de l'impossibilité d'une collaboration entre les classes. Comme tous les patrons, le voilà conduit à utiliser l'arbitraire et la répression pour conserver son pouvoir... ou le perdre... Puissent les travailleurs d'Evian nous donner cette espérance. □

Après les journées d'études des C.E.M.E.A

Boris Fraenkel

« On les connaît surtout pour la formation des moniteurs de centre de vacances. Mais en fait, rien de ce qui touche à l'éducation extra-scolaire, aux loisirs, n'échappe sur le plan pédagogique au travail de recherche des C.E.M.E.A.

« Cette organisation est d'ailleurs l'une des seules à ne pas être la cible permanente des attaques du gouvernement dans ce domaine.

« Il reste cependant qu'ils pourraient connaître un développement incomparable, une autre efficacité en milieu populaire si une véritable politique de l'éducation permanente était mise en œuvre », dit « L'Humanité » (du 4 septembre), présentant à ses lecteurs le III^e congrès des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.), du 1^{er} au 8 septembre au campus universitaire d'Orléans-La Source.

Traduisons ces paroles pleines d'ambiguïtés en langage clair : Si avec de l'argent du gouvernement quelqu'un d'autre que nous, P.C.F., pouvait réaliser dans le domaine loisirs-jeunes notre ligne, alors cette « courroie de transmission » (de masse) pourrait bénéficier d'une situation de monopole incontesté — « un développement incomparable » — auprès des mairies « démocratiques » (communistes ou « front populaire ») et des comités d'entreprises (cégétistes).

Les compliments empoisonnés du recteur Antoine (1), lors de la séance d'ouverture rejoignent, d'une certaine façon, les préoccupations profondes, inavouables du P.C.F. : si l'Université avait été à l'image des C.E.M.E.A le Mai universitaire aurait-il eu lieu ? C'est-à-dire comment prévenir, comment désamorcer tout mouvement par les méthodes actives, par une pédagogie moderniste-réformiste, par la participation (conflictuelle dans la dimension rhétorique et dans les limites fixées par la loi-d'orientation) des organisations contrôlées par le P.C.F., — mais aussi des majoritaires de la F.E.N., de la Fédération Cornec, etc.

Mais, parce que ce congrès, avec toutes ses insuffisances et hésitations — dont il va être question plus loin — a opposé un non dénué de toute équivoque par la base couplé d'un non plus diplomatique par le sommet, un non à toute tentative de récupération par le P.C.F. et un refus de renoncer à l'invocation positive de Mai 68, « L'Humanité » a perdu sa langue. Trois jours après la clôture du congrès aucun commentaire n'est encore paru, tandis que « le Monde » (longuement) et « le Figaro » ont fait paraître leur commentaire le jour suivant la clôture du congrès.

Qui sont les C.E.M.E.A. ?

Il faut noter rapidement les particularités du secteur jeunesse qui différencient ce pays de ses voisins. Ici, il n'y a jamais eu réellement un mouvement de masse de la jeunesse (2) ; et même les institutions pour la jeunesse étaient quasi-inexistantes jusqu'à une date très récente.

Les C.E.M.E.A. sont depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de plus en plus une agence de masse pour former des jeunes cadres — moniteurs, directeurs, etc. — pour les colonies de vacances d'abord, les camps d'adolescents ensuite. Peu à peu le champ d'action s'est étendu, et dans le domaine des centres de vacances (par exemple les maisons familiales laïques) et hors de ce sec-

teur : théâtre pour enfants et bientôt pour jeunes ; infirmiers des hôpitaux psychiâtriques et surtout dans le secteur enseignant (3).

Leur importance objective

L'importance quantitative se mesure au nombre de stagiaires qui passent par le canal de l'association pour recevoir leur formation, qui leur permettra un court moment, pendant un mois de vacances, d'encadrer successivement près d'un million et demi d'enfants et d'adolescents. 70.000 jeunes et jeunes adultes passent bon an, mal an dans les stages des C.E.M.E.A. Un million d'anciens stagiaires suivent de près ou de loin tout ce qui peut toucher aux C.E.M.E.A. Cet effort de masse est soutenu par le travail de presque 200 permanents et le bénévolat de près de 4.000 instructeurs (surtout des enseignants), militants (membres actifs) d'une association qui compte environ 35.000 membres inscrits. Ce chiffre fait des C.E.M.E.A. une organisation de masse. La seule, à côté du mouvement Freinet, dans le secteur de ceux qui militent pour l'éducation nouvelle et l'école moderne, c'est-à-dire pour une nouvelle pédagogie ; de même, ces chiffres, et l'action de ses militants font des C.E.M.E.A. le seul mouvement de masse — en dehors des Francs et Franches Camarades — au sein de cette vénérable institution franc-maçonne de la III^e République, qu'est la Ligue de l'Enseignement.

Leurs fonctions

Association selon la loi de 1901, donc association privée, les C.E.M.E.A. fondés en 1937, occupent des fonctions de plus en plus diversifiées.

A partir d'un certain moment le gouvernement s'est déchargé sur eux (mais pas sur eux seulement !) d'une tâche gouvernementale : la préparation d'un brevet d'Etat, notamment le diplôme de moniteur. Cela fait des C.E.M.E.A. une espèce d'agence paragouvernementale, une institution officialisée.

La formation de cadres ou d'éducateurs-animateurs, et leur perfectionnement tout au long de l'année, font d'eux la plus grande institution pour la jeunesse (enfants + adolescents) et le plus grand mouvement de la jeunesse (les moniteurs, etc.), mais d'un type tout à fait particulier : généralement à action momentanée. Les Centres ne sont donc pas un mouvement de jeunes, ni simplement un mouvement de jeunesse. (4).

Les Centres ne géraient rien directement en tant qu'association, mais ils

ont commencé à gérer des centres de formation de cadres (Vaugrigneuse) et des instituts permanents de formation d'éducateurs ; pourtant, la contradiction, profonde, entre institution et mouvement était ressentie depuis longtemps.

Les C.E.M.E.A. se placent donc exactement à l'intersection de :

- Jeunesse-loisir ;
- Enseignement-éducation ;
- Santé et plus particulièrement hygiène mentale ;
- Culture populaire.

On comprend que peu connue dans le grand public, leur association soit un enjeu important par l'influence qu'elle permet d'avoir.

Le gouvernement et le seul parti de masse de la gauche traditionnelle, le P.C.F., suivent donc avec attention ce qui s'y passe et ceci d'autant plus, qu'ils ont délégué à cette association, par commodité et tradition, une partie des tâches qu'ils devraient assumer autrement eux-mêmes. Le rôle des Centres s'exerce à un endroit vital : le contrôle et l'encadrement de la jeunesse. Et voilà pourquoi leur rassemblement en congrès était un événement objectivement important et notable, volens un terrain de combat idéologique.

Fut-ce un véritable congrès ?

La structure décentralisée, dans le cadre des Académies, des C.E.M.E.A. à la base est « surcompensée » par la centralisation par en haut (l'appareil central, la « Nation », est entièrement parisien). Son régime interne aristocratique (pas d'élection, tout se passe par cooptation) son absence de discussions véritables rendait ce congrès nécessaire, mais faisait de son existence une aventure pour les dirigeants.

Le côté un peu boy-scout (= le passé) panaché de dynamique de groupe (encore plus à la mode depuis Mai 68) n'empêcha pas, après un moment de panique, de renverser un peu partout les équipes (de 5 ou 6 personnes) de préparation et d'encadrement, elles-mêmes divisées souvent entre interventionnistes (les anciens) et non-directifs (les jeunes). Révolte « responsable » qui permet d'entrevoir une vraie démocratisation par « en bas » des structures centrales, et de l'appareil composé partiellement de « bureaucrates » inamovibles (5).

Qui étaient donc les congressistes ?

On peut dire qu'un petit tiers des membres actifs, plus de mille, sur les 3.800, étaient présents, dont les permanents. La composition semblait être représentative des quatre couches que comporte l'association : une forte majorité de gauchistes « naïfs » (gauchistes spontanés, mais apolitiques en quelque sorte, tout juste membres des syndicats d'enseignants, sinon contre l'immobilisme des syndicats ; une minorité des membres et de compagnons de route conscients du P.C.F. ; une minorité infime de gauchiste conscients mais en général sans engagement politique précis), et enfin dans les instances supérieures, quelques représentants typiques de la majorité confédérale F.E.N.

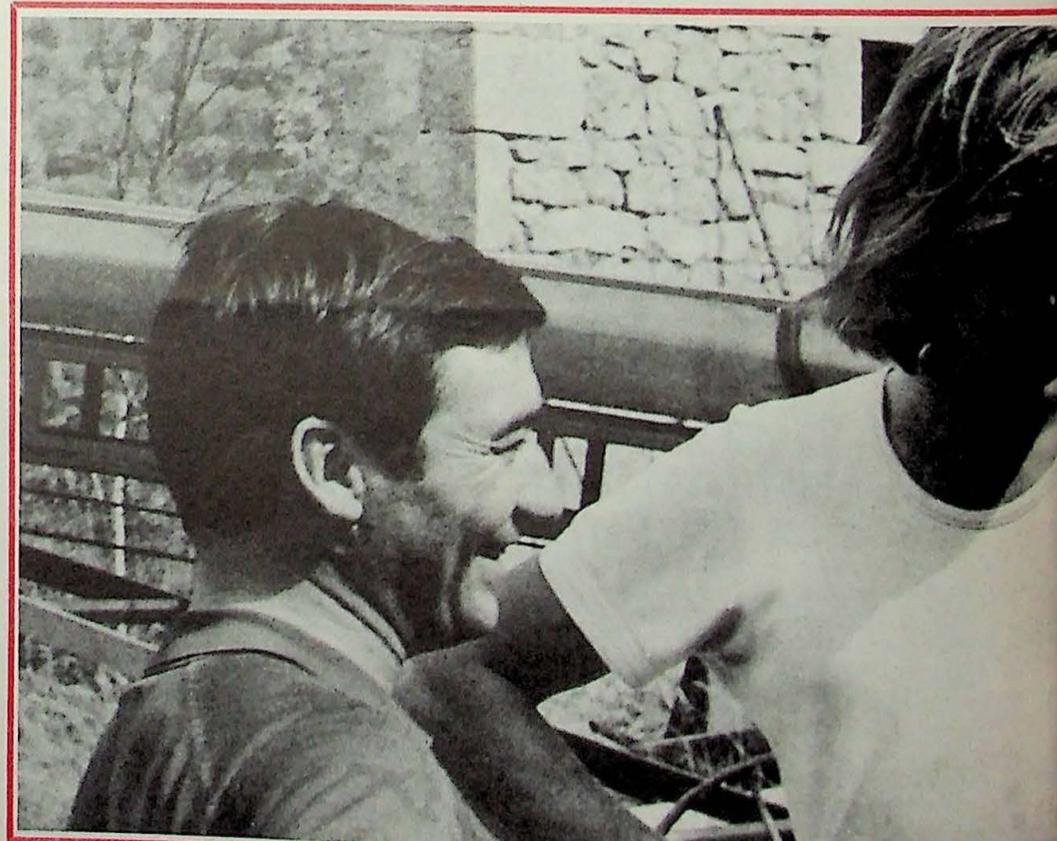
Pourtant l'image de marque des C.E.M.E.A. à l'extérieur, est souvent celle d'une association dominée, voire téléguidée par le P.C.F. Beaucoup d'enseignants pensent d'ailleurs qu'il s'agit d'une organisation de masse du P.C.F. !

Comment le P.C.F. essaie-t-il de peser sur les C.E.M.E.A. ?

Son action s'exerce d'abord par le biais d'une idéologie démocratique héritière de l'idéologie républicaine. Et comme on est dans le domaine des petits enfants, point besoin même de parler de lutte de classe ; quelque bavardage sur les monopoles, quelques attaques contre les majos de la F.E.N., guère représentés à la base de l'association et on est en règle avec sa conscience de « communiste ». Pas de discussions « politiques » qui nous diviseraient ; une atmosphère dépolitisante, et par là même démobilisante.

A cela s'ajoute l'exploitation ultra-habil de l'environnement social, du milieu des usagers (par en haut), des services des Centres : mairies, comités d'entreprise, etc., tous fortement tenus par le P.C.F.. On risquerait de se brouiller avec le peuple, pardi ! Et last but not least, un investissement lent, systématique, « inodore » de l'appareil central et des centres de décision.

Tout ceci au milieu d'un ronron humanitaro-généreux ; s'il faut des cris : « Comiti, des sous ! » On est des réalistes que diable, l'intérêt des petits enfants veut que tout le monde vive et voilà l'insertion « réaliste » (adapta-



tion) des enfants et des jeunes dans un monde (basé sur la répression !) ainsi justifié ; la liberté sexuelle condamnée au nom de la responsabilité (que vont dire les parents ?, etc.).

Conséquence ? Pas (trop) d'approfondissement quant à la notion d'éducation nouvelle, ni surtout de discussions « politiques » quant à l'offensive gouvernementale dans ce domaine, qui pourraient amener des actions que de vilaines minorités syndicalistes révolutionnaires exploiteraient.

Fas de discussions trop radicales sur le rôle dirigeant de l'adulte éducateur-enseignant (ce qui compte c'est le contenu des programmes, n'est-ce pas), car il faudrait faire quelque chose contre l'offensive gouvernementale contre les enseignants déviants (que « nous » dénonçons dans « notre » presse, car ils « détruisent » nos enfants...).

Bref : contre toute expérience « sauvage » en pédagogie « sur le dos des enfants », pour l'expérience, oui ! mais contre l'aventure.

Pauvre éducation nouvelle...

Et pourtant, le congrès fut intéressant et significatif de bout en bout.

De véritables débats furent engagés, sinon portés jusqu'à leur terme. Le couvercle a sauté et ne se laissera pas facilement remettre.

Je citerai pour mémoire trois thèmes :
— Le débat est posé ouvertement sur l'action pédagogique en profondeur dans une optique de gauche (une mauvaise langue rappela qu'il y a même des gaullistes de gauche !) ou dans une optique socialiste. Le débat fondamental du pays : regroupement de la gauche traditionnelle et légale ou celui de la gauche progressiste et révolutionnaire (toutes nuances confondues) faisait son irruption dans un mouvement à vocation pédagogique.

— La démocratisation des structures centrales dirigeantes et au-delà le contrôle réel de l'institution par le « mouvement », les problèmes de cooptation et de décooptation dans une première phase, d'élection des instances dirigeantes dans une phase ultérieure ; la discussion de ces sujets plutôt tabous dans le passé déclencherà un processus irréversible, qui balayera les tendances auto-conservatrices de l'appareil central.

— La volonté réelle d'approfondissement de la notion d'éducation nouvelle pose la question fondamentale : quoi faire — et comment — dans une société répressive, même si la majorité des congressistes ne la perçoivent pour le moment que comme aliénante. Quel travail effectuer — et comment —, dont la finalité serait l'apprentissage concret et de la liberté concrète dans un monde d'oppression généralisée, contradiction objective à laquelle se voit confronté tout enseignant non-traditionnel conscient ; travail de structure critique — et par là même désaliénante — que négligent et les pseudo-modernistes sociaux de l'adaptation et les rhéteurs révolutionnaires de l'enseignant = flic !

Ce congrès fut quand même un réel progrès par rapport au précédent d'Avignon en 1965 (que la majorité des congressistes n'a pas vécu, tant est grand le renouvellement des cadres) ; Mai 68 est passé par là — aucune direction extérieure ne pourra plus bloquer une prise de conscience progressive des vrais problèmes qui se posent à l'association.

Les congressistes chantèrent plus d'une fois « Changer la vie... » oui ! ce Congrès n'est qu'un début... continuons... etc. □

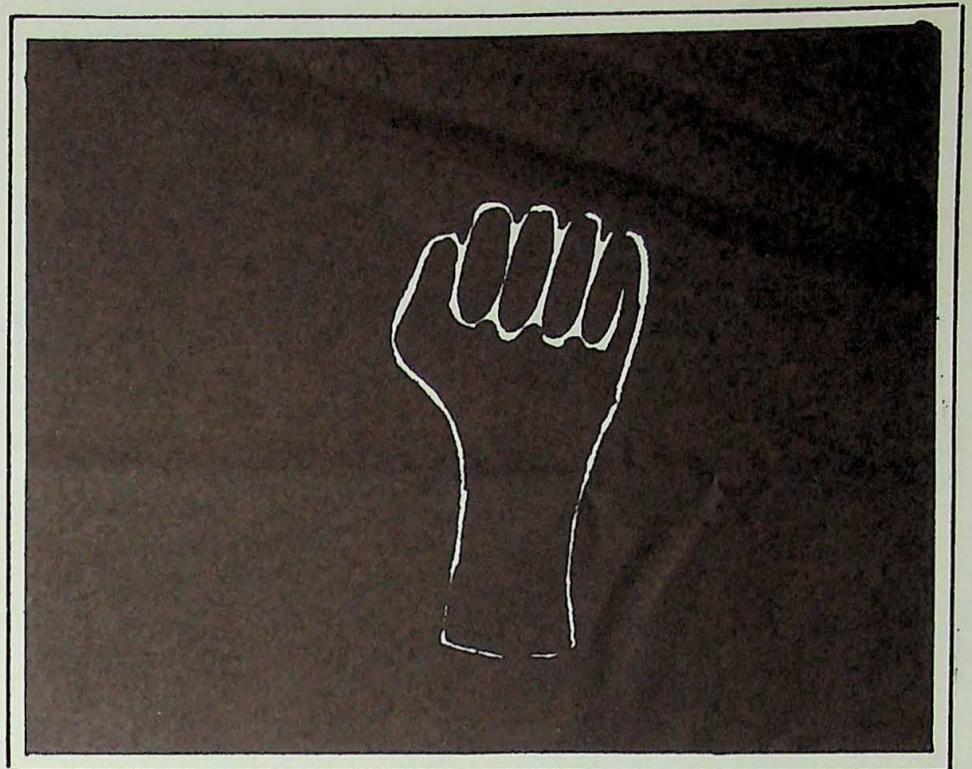
(1) Chef de cabinet d'Edgar Faure, quand il était ministre de l'Éducation nationale.

(2) Je néglige ici le cas du scoutisme confessionnel ou laïque, plutôt mouvement pour la jeunesse.

(3) Quoique dans ce secteur les C.E. M.E.A. aient subi de sérieux revers. Un exemple ancien : L'École de Boulogne fut abandonnée sans véritable combat (un livre très intéressant est tout ce qui reste de cette tentative valable d'éducation nouvelle appliquée en milieu « normal » c'est-à-dire dans le cadre d'une école communale). Un exemple récent : les Centres s'étaient précipités au secours du gouvernement dans la formation des maîtres pour les classes de transition. Cette action — entreprise alors que les syndicats d'enseignants condamnaient ces classes — a sombré dans le débâcle de ces classes sans bénéfice d'aucune sorte pour l'association. Il ne restait qu'à déplorer l'ingratitude du gouvernement... dans le Bulletin intérieur !

(4) Cf. J.R. Schmid : Le maître-camarade et la pédagogie libertaire, aux Ed. Maspero (et plus particulièrement le chapitre sur cette question).

(5) Il fut souvent question de renvoyer les permanents dans leurs classes (d'origine) après par exemple cinq années de « permanence ».



La rentrée dans les lycées

Déclaration du Bureau National

C'est la rentrée scolaire ! Rentrée dans un monde où l'on s'ennuie, fermé à tout sauf au patronat et aux intérêts liés au système.

Dans l'école, les jeunes sont de plus en plus considérés comme des « passagers » que l'on veut utiliser pour une meilleure rentabilité. C'est en ce sens que l'école est le premier rouage de l'engrenage capitaliste. Les beaux schémas du Ministère évoquent assez bien un système ferroviaire où l'orientation des jeunes se fait souvent vers des voies de garage...

Cette rentrée se fait dans un climat d'incertitude où l'avenir du régime politique paraît moins assuré et où le système capitaliste semble lui-même menacé par les conséquences de la crise monétaire.

D'une certaine manière la grève des enseignants témoigne de l'inquiétude générale mais l'accent mis sur le problème des vacances masque les vrais problèmes.

Ceux-ci découlent de l'application du VI^e Plan en matière de formation et d'éducation à laquelle se lie une politique de restauration et de répression.

D'autre part l'importance de la formation technique dans la concurrence capitaliste internationale a amené le gouvernement à réformer l'enseignement technique et la formation professionnelle en fonction des besoins immédiats du patronat.

Parallèlement le besoin d'un contrôle politique plus étroit sur les différents secteurs de formation s'est traduit par l'encouragement à l'enseignement privé, la réforme de la loi d'orientation dans l'enseignement supérieur, etc.

Mais le gouvernement n'a pas voulu en rester là ; devant les résistances internes à sa politique il a jeté son masque libéral et même réformiste : ordre et pacification doivent marcher la main dans la main.

Les moyens utilisés ont été divers.

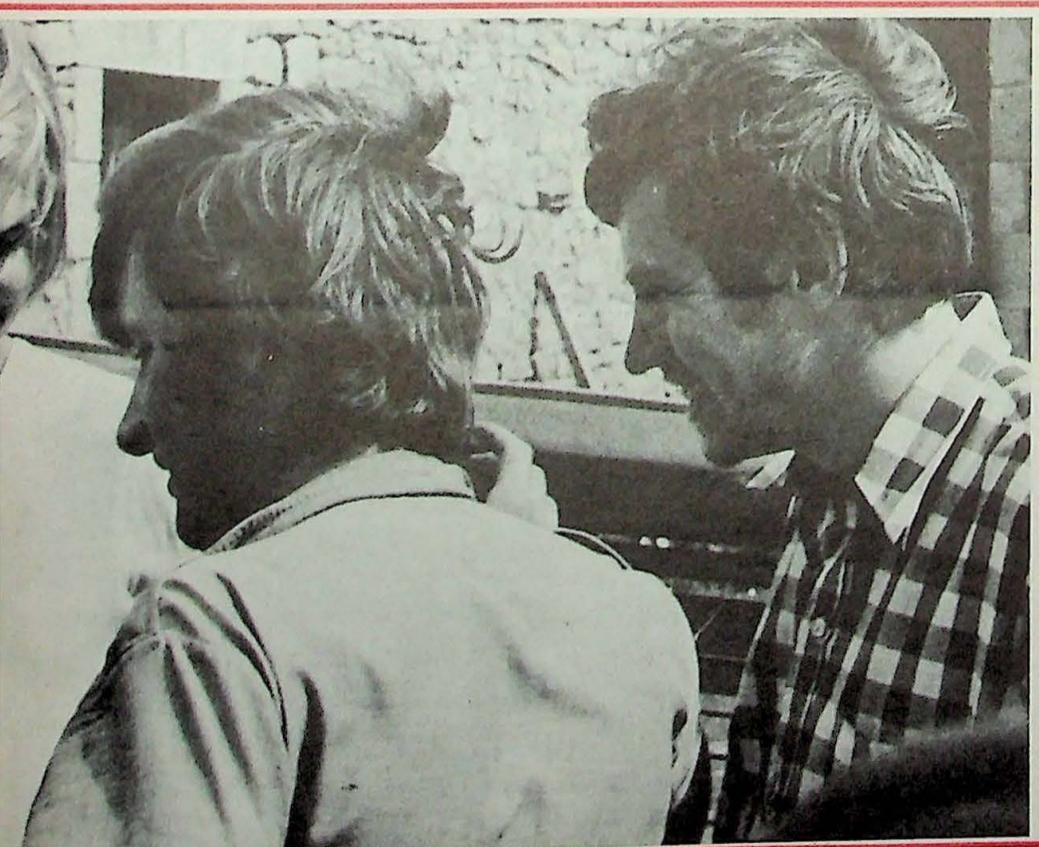
D'abord il cherche à diviser les enseignants en y maintenant un secteur d'auxiliaires particulièrement soumis à l'exploitation et aux pressions du pouvoir. Un grand nombre d'entre eux n'ont pas été repris à cette rentrée, alors que les effectifs d'élèves augmentent ainsi que les heures supplémentaires. D'autre part les querelles tournant autour de la réforme de l'enseignement du français et des mathématiques montrent que le pouvoir ne peut guère admettre de changements dans la mesure où il tient à garder des critères de sélection clairs, comme cela apparaît avec le rétablissement de la notation chiffrée.

Car il lui faut conserver les éléments populaires dans une situation d'infériorité culturelle.

Enfin la répression s'est, là aussi, accentuée : sur les élèves récalcitrants elle a pris des aspects multiples, souvent hypocrites et prétendument pédagogiques ; sous l'impulsion des éléments fascisants de l'U.D.R., la chasse aux sorcières est désormais déclenchée : les professeurs sont particulièrement visés ; mutations d'office, n'épargnant pas le secteur dit de coopération (douze enseignants expulsés de Côte d'Ivoire), et pour la première fois, radiations de titulaires !

Tout cela nécessite une réponse offensive qui ne concerne pas seulement les enseignants ou les fonctionnaires, mais plus généralement les travailleurs et les jeunes que le pouvoir cherche à isoler et à encadrer.

C'est en se battant prioritairement sur la garantie de l'emploi, des hausses de salaires non hiérarchisées, et contre la répression, c'est en remettant en cause les conséquences de l'organisation capitaliste du travail sur le système de formation que les enseignants, les travailleurs, parents d'élèves et les élèves eux-mêmes feront reculer le pouvoir et rejoindront ainsi le combat de la classe ouvrière.



Guerre civile en Irlande

Alain Guillerin

Nous avons expliqué dans notre précédent article (« T.S. » numéro 498) la scission de l'I.R.A. (l'armée républicaine) en nationalistes droitiers (les « provisionnels ») et en marxistes (les « officiels ») (1) en les appelant aussi respectivement l'I.R.A. verte (la couleur nationale) et l'I.R.A. rouge.

Nous avons aussi montré comment toute la presse gauchiste (« J'accuse », « Politique Hebdo »...) se fiant aux appréciations du « Times » de Londres faisait un grossier contresens prenant les « provisionnels » pour la gauche — à cause uniquement de leur terrorisme et les « officiels » pour la droite ! Mais nous disions en même temps que la scission n'était pas grave, au contraire, elle renforçait la cohérence de l'aile « marxiste » et n'empêchait pas un front militaire commun à la première attaque anglaise.

C'est exactement ce qui s'est passé. Mais plus que l'unité dans l'action militaire retrouvée, l'évolution de la situation et le mouvement des masses ainsi que leur juste compréhension par l'I.R.A. rouge ont déterminé les événements.

« Nous préférons l'alliance avec les ouvriers protestants de Paisley (2) qu'avec les gentlemen anglais libéraux de Faulkner (3) », écrivait la branche « officielle » de l'I.R.A. dans son communiqué de juillet 1971. La prédiction était bonne : les limites du libéralisme anglais allaient apparaître clairement un mois plus tard quand, d'un commun accord, le gouvernement de

Heath (4) à Londres et celui de Faulkner à Belfast suspendaient cyniquement toutes les libertés démocratiques sur le sol même du Royaume-Uni : à la poubelle la « Magna Charta », l'« Habeas Corpus » et tout ce qui fait la gloire de la démocratie anglo-saxonne. Le gouvernement reprenait le droit d'interner arbitrairement et indéfiniment n'importe qui

sans aucun jugement. Cette mesure, inexistante dans les pays civilisés (même les fascistes et les stalinien organisent des parodies de procès à Burgos ou à Leningrad) correspondait à vrai dire à une situation exceptionnelle : la menace de voir s'édifier une république socialiste au cœur de cette « mare nostrum » de l'O.T.A.N. qu'est l'Atlantique Nord.

A la **politique déclarée** de l'I.R.A. et du Sum-Fein : l'alliance du peuple catholique et protestant dans une Irlande unie indépendante et socialiste répondait le **complot** à trois tramé laborieusement par Heath, Faulkner et Lynch (5) : réintégrer toute l'île dans le « Royaume-Uni » sous couvert de l'entrée dans le Marché commun et d'une réunification factice. Londres, en effet, après avoir créé de toutes pièces l'antagonisme catholique-protestant (inexistant et oublié sous la Révolution française par exemple) pour garder l'Ulster, ne tient plus tellement à ce type d'administration directe et préfère dominer toute l'île par le biais d'une réunification sous forme confédérale. La bourgeoisie unioniste et son Ordre d'Orange symbolisés par Faulkner a, en la matière, les mêmes intérêts économiques que Londres : trouver un marché dans le Sud peu industriel. Quant au gouvernement sudiste de Lynch, il a tout à gagner à se soumettre économiquement à l'impérialisme au prix d'un succès de prestige politique : une vague confédération irlandaise où il prédominerait. L'opération se heurte à deux obstacles : d'une part le peuple protestant du Nord à qui on a fait croire que l'attachement à la couronne et sa « supériorité » sur les catholiques étaient sa seule chance de salut, va être bradé par cette même couronne au profit des papistes. Mais on imagine mal en France le traumatisme que peut représenter après un siècle de propagande hystérique le fait pour les protestants de se retrouver minoritaires dans l'île. L'autre obstacle, c'est la totalité du peuple catholique qui a tout à perdre à l'entrée dans le Marché commun qui signifie pour lui les bateaux de chômeurs émigrant vers Londres ou vers le Rhin. Aussi, pour parer à cette fâcheuse idée, Lynch associe-t-il aussi à l'entrée dans le Marché commun le tapage démagogique en faveur de la langue gaélique (qui a aussi peu de chance

que le français de devenir une langue européenne), alors qu'il liquide en Irlande même, par le chômage et la misère, toutes les provinces gaéliques de l'Ouest.

Pas plus que les promesses libérales démagogiques de Faulkner au Nord, celles de Lynch au Sud ne pouvaient avoir d'effet. Deux mouvements convergents allaient se produire. D'une part, l'affrontement violent des protestants avec l'armée anglaise à propos de la parade des apprentis orangistes, le 15 août, d'autre part le renforcement de l'I.R.A. qui avait prévu les internements depuis Pâques en axant ses campagnes contre. Renforcement populaire d'un côté : la politisation des masses du ghetto s'accroît, ainsi que l'implantation de l'I.R.A. ; renforcement militaire d'autre part, afflux de recrues de ces mêmes ghettos et appel à des « professionnels » de l'émigration irlandaise en Grande-Bretagne, U.S.A., Suède par le biais de petites annonces ! (Un journal de Bristol comparut pour cela en jugement ; en Suède cent Irlandais ayant fait leur service dans les paras ou les hommes-grenouilles ont rejoint l'I.R.A.). D'autre part, la campagne contre l'internement battait son plein au Sud avant que celui-ci ne soit promulgué au Nord. Faulkner, qui avait promis l'amnistie pour Pâques aux Sum-Feiners qui rendraient les armes, n'en avait reçu aucune. Il en avait cependant volé quelques dizaines par des perquisitions en force (avec tanks, etc.) dans le ghetto. Pris en tenaille et ridiculisé, il était forcé de fuir en avant en ayant de la poigne. L'armée anglaise était passée en un an de 7 000 à 15 000 hommes avec des super-hélicoptères U.S. anti-vietcong. Le 9 août (avec l'accord ou sur l'ordre de Heath et la complicité de Lynch), pour faire deux poids, deux mesures, il interdisait la parade orangiste et proclamait l'internement pour décapiter l'I.R.A. L'armée anglaise pénétrait en masse de nuit dans les ghettos (dont la police a été éliminée depuis longtemps).

L'histoire de l'Irlande retiendra cette journée glorieuse : le Bogside à Derry et Falls Road à Belfast se couvraient en un instant de barricades. Un tapage de poubelles épouvantable tirait de leur lit les cadres de l'I.R.A. qui prenaient le large ou allaient rejoindre les snipers sur les toits. Les régiments

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N^{os} 22-23

Sur le mouvement politique de masse 2 F

Numéros disponibles :

N^o 8-9 - Histoire du P.S.U.

N^o 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N^o 16 - Les travailleurs immigrés.

N^o 18-19 - Le hiérarchie des salaires.

N^o 20-21 - Le capitalisme contemporain.

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

d'élite de la garde ou des Highlands, calfeutrés dans leurs blindés pour éviter les snippers, n'arrivaient pas à se frayer un chemin parmi les barricades et la marée humaine (où l'on comptait beaucoup de femmes et d'enfants) qui les défendait. Il eût fallu tirer dans la foule, faire des milliers de morts, ce qui était **politiquement** impensable ; on se contenta de viser soigneusement les snippers qui s'abritaient dans la foule ! (Les toits, trop bas, sont contrôlés par les Anglais, du haut des buildings ou des hélicoptères.)

L'armée interna au hasard 270 Irlandais, mais l'I.R.A. n'en était pas pour autant décapitée : peu après, son état-major tenait une conférence de presse à la T.V. dans Belfast à la barbe des blindés anglais qui n'osaient s'approcher : la tragédie devenait une farce pour Faulkner. Farce sanglante néanmoins dans les zones où catholiques et protestants sont mélangés. De dramatiques scènes d'exode avaient lieu de toutes parts, accompagnées d'explosion de fanatisme (protestants mettant le feu au quartier avant de partir ; provisionnels tuant une femme en représailles). Mais, dans l'ensemble, l'attentat de Faulkner avait échoué, l'I.R.A. sortait renforcée du combat, les émeutes n'avaient pas dégénéré en guerre de religion : l'exode catholique vers le sud était vite enrayé et se stabilisait autour de 3 000 réfugiés.

Par contre, les aspects positifs du combat apparurent clairement tant au Nord qu'au Sud. Au Nord, dans la fin de l'affrontement, ont surgi spontanément les **comités de quartier**, tant chez les protestants que chez les catholiques, pour se garder de l'armée anglaise et des forcenés des deux bords, contrôler les prix (aucune spéculation n'a eu lieu) et la police. Tout travail a cessé chez les deux communautés de Belfast et les patrons de chantiers navals pour calmer les ouvriers (quelle que soit leur religion) ont dû poursuivre les paiements à un taux supérieur au taux habituel ! Cette formidable mobilisation populaire devait culminer dans la journée de **grève générale, sauvage et politique** condamnée par les syndicats et lancée par les députés républicains sociaux-démocrates. Malgré les efforts de toute la presse pour minimiser son impact, la grève fut totale chez les catholiques et toucha les protestants. Au Sud, la place de la Poste Centrale (où, en 1916, J. Carnoly dirigea l'insurrection de Pâques) est devenue un forum politique permanent ; la presse libre et spontanée prolifère brusquement : un nombre étonnant de journaux portant leur numéro 1 apparaissent ; les 20 000 hommes de l'armée supplétive régulière envoyés accueillir les réfugiés à la frontière déclarent ouvertement, y compris par la bouche de leurs officiers : « qu'ils ne sont pas des secouristes » et qu'ils préféreraient aller faire de la guérilla contre l'armée

anglaise. L'« opinion publique » assoupie (comme en Grande-Bretagne par le réformisme et la toute-puissance des Trade-Unions) se réveille et Lynch n'a plus de base sociale. Il doit dénoncer ses propres manœuvres « secrètes » avec les Anglais et demander la réunification sans condition avec l'indépendance totale tout en désavouant l'I.R.A., seule force capable de la réaliser. Mais la force de l'I.R.A. ce ne sont pas ses fusils, c'est la force des ouvriers, des paysans, des femmes, des catholiques et des protestants, de tout le peuple : c'est la République socialiste.

Aussi, les Anglais vont-ils lancer une deuxième offensive plus sauvage que la précédente pour briser l'I.R.A. à Belfast ; de plus en plus, la troupe tire sur la foule pour la terroriser, et les commandos s'embourbent dans les égouts (comme les nazis, en 44, à Varsovie, mais pas avec le même succès) pour couper les lignes de communication urbaines des républicains. Une lutte indéfinie vient de s'ouvrir tant au Nord qu'au Sud, tant politique que militaire.

Dans cette lutte, le peuple irlandais n'est pas seul. Nous avons dit qu'il était **politiquement** impossible de mitrailler la foule, de faire en Ulster un « génocide » comme au Pakistan ou en Palestine, en effet le prolétariat anglais ne le tolérerait pas. C'est pourquoi les Irlandais ont raison de trouver plus importantes l'occupation et l'auto-gestion des chantiers de la Clyde en Ecosse qu'un coup de feu à Belfast.

La montée de la lutte de classes en Angleterre limite le champ d'action des tueurs de Heath.

Mais il faut voir plus loin : le prolétariat anglais ne doit pas seulement harceler son propre Etat par des grèves sauvages, il ne peut se contenter de protester contre les meurtres que commet son impérialisme ; il doit prendre fait et cause, par des manifestations, des grèves politiques, pour l'indépendance totale de l'Irlande unie et socialiste. Comme le disait déjà Karl Marx à Kugelmann : « La classe ouvrière anglaise ne sera libérée en elle-même que quand elle jura reconnu la libération de l'Irlande. » Ce chemin, ce n'est pas celui que prend Wilson et le parti travailliste si corrompu par la routine réformiste, mais c'est celui que prendront tous les ouvriers révolutionnaires d'Angleterre et du monde. □

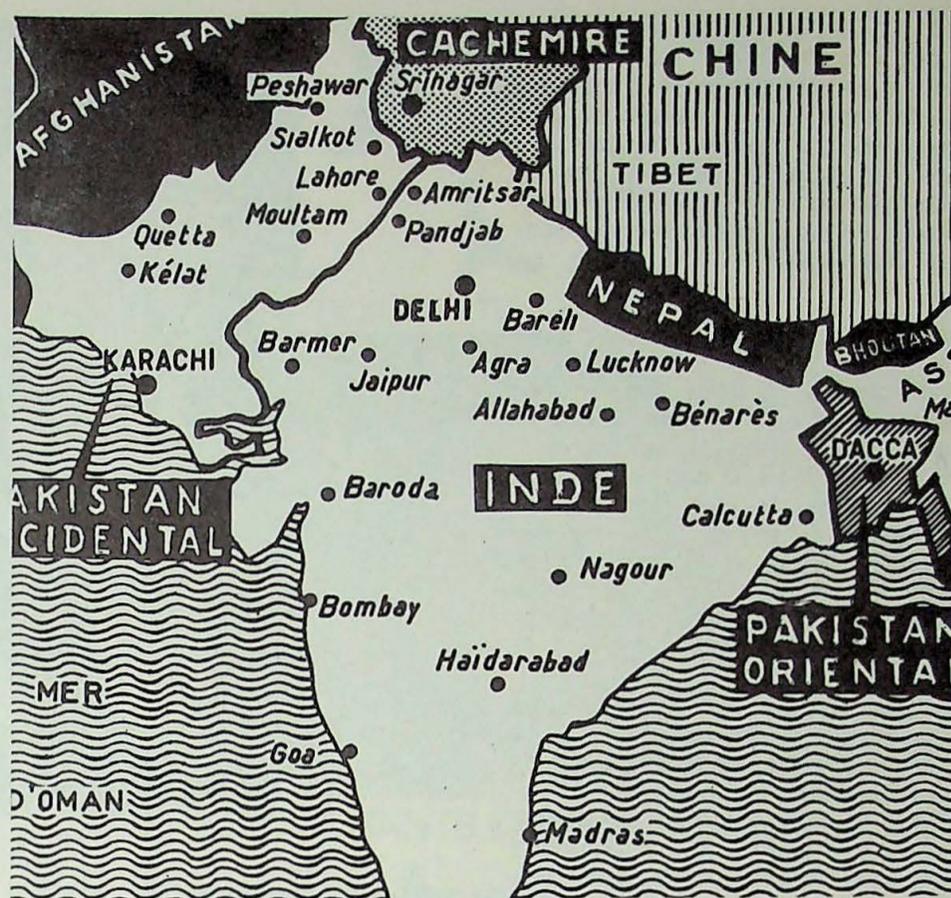
(1) Les « officiels » sont appelés ainsi car ils furent majoritaires au congrès de scission, les « provisionnels » se dénomment tels, car ils ne considèrent leur mise en minorité que comme provisoire.

(2) Pasteur Paisley : fasciste délirant, mais dont la base sociale est formée par le prolétariat protestant.

(3) Faulkner : C'est lui le vrai fasciste, chef du gouvernement fantoche de Belfast, homme de l'impérialisme et du grand capital.

(4) Heath : Premier ministre Anglais.

(5) Lynch : Premier ministre Irlandais (Sud).



LA VÉRITÉ SUR LE BANGLA-DESH

Les origines historiques du conflit

B. Maznoo

L'article qui suit est écrit par un camarade Bengali : la situation au **Bangla Desh** (nom « national » donné au Pakistan Oriental) est explosive, et intéresse à travers tout le continent indien l'ensemble du mouvement révolutionnaire international. Peu d'informations sur la situation réelle dans ce pays (vue sous l'angle de la lutte de classes) ont paru en France, y compris dans la presse d'extrême gauche. L'article du camarade Maznoo apporte une contribution importante à nos prises de position en faveur des révolutionnaires qui, à quelques milliers de kilomètres, sont peut-être en train de faire basculer l'ensemble du continent indien dans la révolution.

La création de l'Etat du Pakistan en 1947 ne peut pas être isolée du cadre général de l'histoire impérialiste.

Les impérialistes britanniques confrontés à la crise de non-coopération de la part des leaders bourgeois indiens Gandhi, Jinnah et Nehru n'avaient pas d'autre choix que d'accepter la demande d'indépendance du sous-continent après que la guerre (39-45) fut terminée.

Le seul moyen de garder ce vaste réservoir de main-d'œuvre bon marché, de matières premières et de débouché aux marchandises du néo-colonialisme britannique fut de diviser le sous-continent indien en trois parties, c'est-à-dire le Pakistan occidental et oriental, séparés par 1 600 kilomètres de territoire indien.

Le vieux cliché de la classe dominante consistant à diviser une nation pour dominer triompha lorsque Jinnah, l'un des fondateurs du Pakistan, et Nehru, sa contrepartie pour l'Inde, promirent aux mas-

ses l'indépendance nationale, la justice et l'égalité.

Le massacre de quelques millions d'Hindous et de musulmans, ouvriers et paysans, pesa lourdement sur la fondation de l'Etat musulman et de la prétendue république séculaire indienne. Cela se passait en août 1947.

Les deux parties du Pakistan, séparées par 1 600 kilomètres, avaient en apparence des « caractéristiques nationales » communes pour la constitution d'une nation fondée sur un système néo-capitaliste permettant de surmonter le féodalisme.

En réalité, toute discussion de la question pakistanaise révélerait des différences de culture, de langage et de niveau social entre le Pakistan oriental et occidental.

Le 21 mars 1948, Mohammed Ali Jinnah (Pakistan occidental) déclarait à Dacca, capitale du Pakistan oriental, que l'ourdou, la langue du Pakistan occidental, devait devenir la langue officielle du Pakistan,

c'est-à-dire que 60 % de la population du Pakistan — les Bengalis — seraient obligés d'accepter un langage aussi différent du leur que l'est le grec du français. Le premier coup de feu fut tiré et les Bengalis se révoltèrent. Ceci marque le début du mouvement « Bangla Desh ».

La lutte pour l'autonomie

L'épreuve de force avec « l'establishment » du Pakistan occidental sur la question linguistique marqua le début de la campagne pour l'autonomie. Le bain de sang fut important dans les villes du Pakistan oriental, et la langue bengali fut, à la rigueur, acceptée comme l'une des deux langues nationales par la classe dirigeante du Pakistan occidental.

Une autre cassure fut provoquée par la volonté de domination de la classe dirigeante. Dans l'assemblée pakistanaise de 1948, le Pakistan oriental, en dépit de sa population majoritaire, ne disposait que de 40 % des sièges. Ces 40 % comportaient, en outre, plusieurs leaders de la partie occidentale qui avaient été élus par l'assemblée du Bengale pour des « raisons politiques ».

En particulier, les membres du parti de la Ligue musulmane du Pakistan oriental désignèrent comme députés du Pakistan oriental des leaders du secteur occidental (la Ligue musulmane se situait sur le plan du fanatisme religieux et était responsable au premier chef de la création de l'Etat musulman).

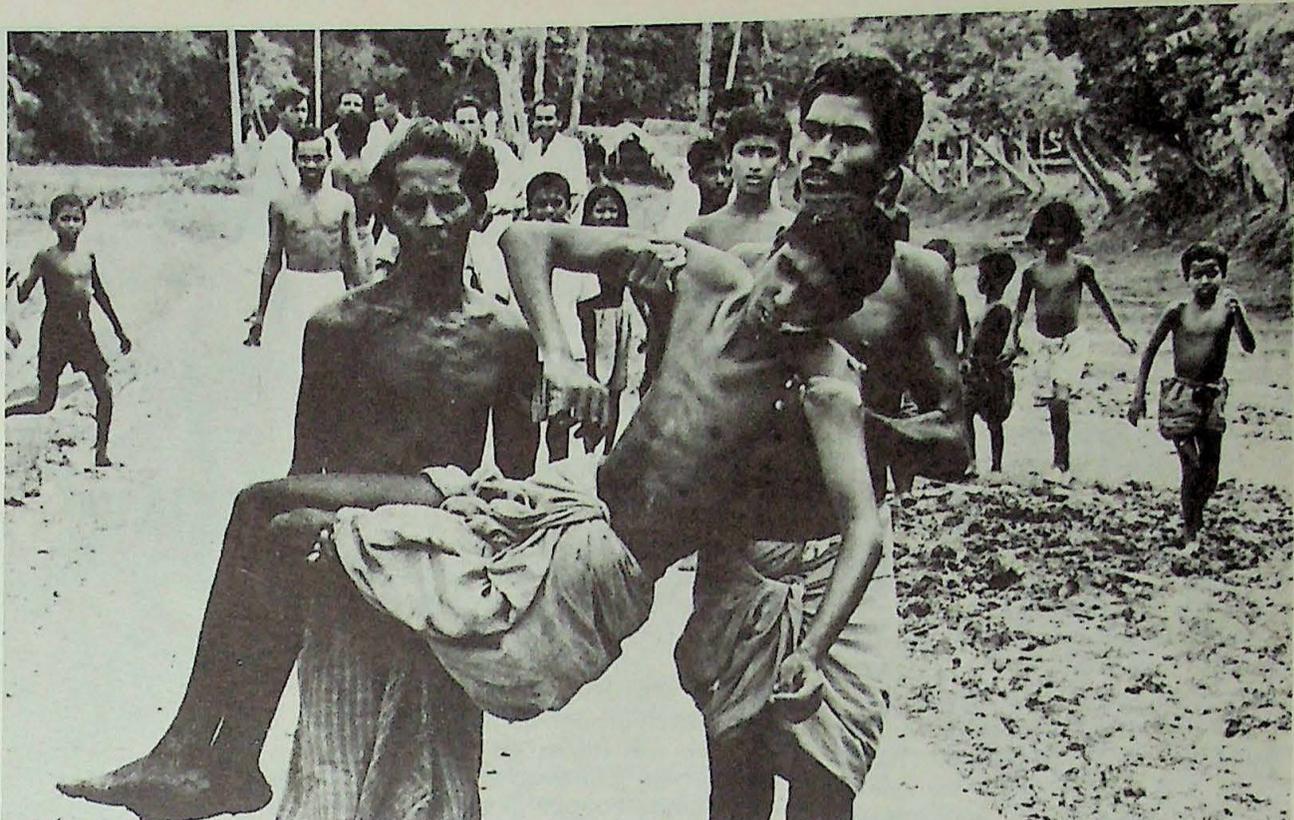
Aux élections de 1953, la Ligue musulmane fut battue. Le leader paysan de la partie orientale, Maulana Bhasari et sa campagne pour un Etat laïc des ouvriers et des paysans, gagnèrent du terrain.

Une majorité massive fut obtenue par le front uni Bhasari-Fazlulhuq-Suhrawardy dans la partie orientale. Mujibur Rahamah était le secrétaire à l'organisation de la Ligue Awami, un parti créé par Suhrawardy pour « protéger » le peuple bengali.

Le conflit constitutionnel grave qui suivit, avec la revendication du Pakistan oriental de ses droits électoraux et de la laïcité se termina par la promulgation de la loi martiale.

Ayub Khan

Avec l'arrivée au pouvoir de Ayub Khan en 1958, les mouvements démocratiques, aussi bien du secteur oriental qu'occidental, eurent à faire face à une répression accrue. D'abord, il imposa des contrôles sévères de tous ordres sur les masses grâce à la loi martiale en même temps que la « démocratie de base » qui donnait à un adulte sur mille (démocrates de base) le droit de vote. Tous les partis de gauche furent interdits, leurs leaders liquidés, emprisonnés ou internés. Maulah Bhasahi, le leader paysan, fut sévèrement contrôlé. L'ensemble du mouvement paysan, qui donnait tous les



signes de développement en un parti de masse, fut sévèrement tailladé. Le contrôle des moyens de production fut absolu. Les organisations ouvrières de tous ordres furent interdites à moins qu'elles n'obtiennent un satisfecit religieux. « L'ère d'Ayub » devint d'autant plus fameuse que sa domination sur le Pakistan oriental dépassait de loin celle des classes dirigeantes d'antan.

Les monopoles du Pakistan occidental (22 familles possèdent le tiers du capital industriel total) étaient satisfaits.

Pour asseoir encore son contrôle sur le Pakistan oriental, Ayub fit en sorte qu'aucun homme politique bengali n'eut de place au sein du gouvernement central. Le lieutenant le plus fidèle d'Ayub Khan, J.A. Bhutto, fut nommé ministre des affaires étrangères. D'autres ministères, comme la défense, les finances et le ministère de l'intérieur, furent tous dans les mains de Pakistanais occidentaux.

Dans aucun secteur du Pakistan ne s'était réellement développée une économie capitaliste au sens occidental du terme, dans un pays où 80 % de la population vit encore à la campagne.

La nature de classe de l'Etat était quasiment féodale dans le secteur agraire où moins de 1 % de la population possédait plus de 60 % des terres cultivées.

Ces vingt familles célèbres de la junte dirigeante ouest-pakistanaise avaient pris le contrôle de plus de 60 % du capital industriel, 80 % du capital bancaire et 75 % du capital des sociétés d'assurance. Le conflit le plus important entre les deux ailes du Pakistan réside dans leur disparité économique. Sur un total de dépôts bancaires au Pakistan de 150 millions de roupies, seulement 25 millions se trouvaient au Pakistan oriental (janvier 71). Dans les vingt dernières années, 20 % seulement des dépenses totales budgétaires ont été affectées au Pakistan oriental ; 30 %

seulement de capitaux consacrés au développement lui ont été affectés. Les importations réalisées au Pakistan occidental ont représenté le triple de celles du Pakistan oriental. L'ouest utilisait pour lui 80 % du montant de l'aide étrangère. Les fonds consacrés à l'Est représentaient moins de 15 % pour les services centraux et 10 % pour la défense nationale.

La véritable nature du Pakistan oriental, la voilà : une colonie dans une colonie, asservie par les monopoles impérialistes.

Les forces politiques

Au Pakistan oriental des signes de révolte grandissante apparurent parmi la communauté paysanne sous la direction du parti national Awami. Une de ses fractions, le groupe Huq-Toha (M.L.), s'était déjà implanté dans le mouvement paysan. Le parti communiste du Pakistan (clandestin) était également actif parmi les ouvriers de la zone industrielle de Chittagong-Sylhet.

Pour boucher toute perspective économique et politique, on utilisa la bouée de sauvetage habituelle à l'élite capitaliste dominante : une guerre avec l'Inde devint imminente.

En Inde même, la classe dirigeante animée par le parti bourgeois du Congrès avec son premier ministre « ghandiste » Sastri, avait à faire face à la dépression économique la plus vive. Un mouvement de masse prolétarien s'était développé dans les secteurs industriels des régions du Bengale, de Bombay et du Kerala. Les masses de chômeurs grandissantes, d'étudiants des villes en chômage, et surtout l'action menée parmi la population paysanne (M.L.) avaient abouti à des épreuves de force de différents types avec l'appareil d'Etat. La guerre de 1965 fut

une aubaine pour Ayub comme pour Sastri. Mais les contradictions revinrent à la surface très vite. Ayub coupa toutes les relations commerciales avec l'Inde de sorte que le Pakistan oriental, lié par son commerce avec l'Inde, devint de plus en plus dépendant du Pakistan occidental pour les produits finis : la misère grandit au Pakistan oriental.

Le soulèvement paysan au Naxalbari (Bengale occidental, 1967), sa glorieuse résistance à la machine de guerre indienne, avait inauguré un nouveau mode de résistance contre les forces impérialistes en général et contre la caste agraire dirigeante en particulier.

L'arrestation de Mujibwi Rahman et son procès (conspiration avec l'Inde !) éleva la conscience du peuple à un niveau politique jamais atteint auparavant.

Le mouvement qui suivit le procès avait pour simple but de chasser le dictateur Ayub.

Ni la direction, ni le programme politique de ce mouvement n'était « révolutionnaire ».

Les « six points » de la ligue Awami réclamaient une autonomie interne et un gouvernement bourgeois bengali au Pakistan oriental, au lieu d'un gouvernement bourgeois de Pakistanais occidentaux.

Les 13 points du P.N.A. réclamaient la nationalisation des grandes industries ainsi que des limites au niveau des revenus agraires et aux surfaces.

Finalement un compromis entre les six points et les treize points (All Party Studentes Action Committee) catalysa le mouvement anti-Ayub. Cependant c'était surtout la nature brutale et absolue de l'exploitation des masses du secteur oriental par la bourgeoisie ouest-pakistanaise et la dictature militaire qui aboutit à la révolution populaire de 1969 sous la direction de Bhasani (P.N.A.) qui mit à bas le régime Ayub Khan. □

La répression s'étend au Brésil

Depuis le coup d'Etat de 1964 qui installa au Brésil un régime de dictature militaire lié à l'impérialisme US, les conditions de vie du peuple n'ont cessé de se détériorer et la répression de s'accroître. La presse est muselée, les universités occupées, la peine de mort instaurée, les opposants au régime systématiquement séquestrés, torturés, assassinés.

C'est ainsi que Rubens Paiva (ancien député), Jorge Leal Gonçalves (ingénieur) et Raimundo Silva (ouvrier) ont payé de leur vie leur refus d'accepter le fait accompli fasciste.

On nous signale à présent l'arrestation des personnes qui suivent :

● Emiliano. Né à Sao Paulo, 23 ans, fils d'ouvrier, ex-vice-président de l'Union brésilienne des étudiants du secondaire (U.B.E.S.). Emprisonné le 6-11-1970 dans la ville de Salvador. Matraqué par la police jusqu'à évanouissement, il a été torturé à tel point qu'il se trouve actuellement hospitalisé dans un hôpital militaire.

● Carlos Rolenberg da Silva. Né à Sergipe, 27 ans, marié, fils de cheminot, ingénieur chimiste. Emprisonné le 13-2-1971 dans le lieu-dit Panelinha, commune de Camacã (3^e région productrice de cacao à Bahia). Après son arrestation, la population locale a réagi à l'arbitraire des forces de l'ordre. Il a été incarcéré à la prison militaire de Ilhaus Bahia, puis à Salvador. On ignore où il se trouve actuellement.

● Josefina da Silva. Son épouse, née à Alagoas, 26 ans, avocat. Arrêtée en même temps que son mari, elle a été gravement torturée puis enfermée dans un lieu qu'on ignore.

● Antonio Rabelo. Né à Minas-Gerais, fils de paysans moyens, 37 ans, marié, père de trois enfants, analyste de laboratoire. Emprisonné entre le 12 et le 18 mai 1971 à Sto. Amaro da Purificação, à Bahia.

● Anete Scott Rabelo. Son épouse, née à Minas-Gerais, 33 ans, professeur d'histoire. Elle a été incarcérée avec ses trois enfants (âgés respectivement de 7, 5 et 4 ans) à Salvador, arrondissement de Cosme de Farias, rue Araçatuba. On craint le pire en ce qui les concerne, car les autorités brésiliennes n'hésitent pas à torturer les enfants en présence des parents.

**

Le monde ne manque pas de régimes dictatoriaux dirigés par des militaires barbares. Mais les fous sadiques qui maintiennent le Brésil sous leur coupe dépassent la plupart de leurs collègues en fait de raffinement dans l'atrocité. Il est d'autant plus important de les dénoncer en France que le gouvernement et le patronat français entretiennent avec eux d'excellentes relations politiques et économiques. En condamnant ces relations, tout en informant l'opinion sur la réalité brésilienne, nous pouvons apporter à la lutte du peuple brésilien un soutien non négligeable.



PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIE



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

michel rocard

epi

Interviews recueillies par Noël Monier

Format 14 x 20 - 240 pages - Prix 13 F
Bon de commande à « Tribune Socialiste »
9, rue de Borromée, PARIS XV
C.C.P. Paris 5826 65

Petite annonce

Recherchons d'urgence personne qualifiée pour s'occuper d'enfants (actuellement 1 de 2 mois et 1 de 6 mois ; 2 autres éventuellement à partir du printemps) pendant les jours de semaine.

DONZEL Escudié,
39, rue Gallieni - 91-Palaiseau (à 4 mn du métro direct).

Stage national Santé (24 au 27 septembre)

Ce stage s'adresse spécialement aux travailleurs du secteur Santé comprenant : le personnel hospitalier (infirmiers, travailleurs de l'usine) ; les élèves-infirmières ; le personnel psychiatrique ; la recherche médicale, travailleurs sociaux, sécurité sociale, assistantes sociales, etc.

Ce stage se tiendra dans la banlieue parisienne.

Pour tout renseignement supplémentaire, ainsi que pour recevoir les rapports préparatoires au stage, s'adresser à Coordination Santé (P.S.U.), 9, rue Borromée, Paris-15^e, le plus tôt possible.

LES PROIES

un film de
DONALD SIEGEL

La violence est souvent livrée à l'appétit morbide des spectateurs que le cinéma commercial voudrait maintenir dans le rôle de consommateurs passifs en leur ôtant toute possibilité de réelle compréhension des œuvres qui leur sont proposées, avec tout ce que cela représente de lucidité et de réflexion. Cependant, l'utilisation et la présence quasi permanente de la violence dans le plus grand nombre de films fournis par la production américaine est révélatrice d'un climat et porte témoignage de l'époque actuelle. Dans ses réalisations antérieures, toutes étiquetées traditionnellement et un peu rapidement dans la série B par les cinéphiles (A bout portant, les profanateurs de sépultures), Donald Siegel ne s'est pas gêné pour alimenter le menu quelque peu défilant de ses productions par de multiples « amuse-gueules », et fioritures d'une violence inouïe, servis chauds gratuitement, à des fanatiques ravis et choqués à la fois par le « punch » indiscutable du metteur en scène. En dominant cette tendance à l'agressivité gratuite et en transférant son incontestable sens de la vigueur dans le domaine complexe des rapports psychologiques et de la reconstitution historique, Donald Siegel vient peut-être de nous donner avec « Les Proies » (The beguiled), l'œuvre la plus achevée d'une carrière remplie mais restée obscure jusque là.

Un univers de violence

Dans une forêt qui a dû être autrefois un éden luxuriant et que la guerre de Sécession a transformée en champ de bataille, un soldat yankee (Clint Eastwood) est découvert blessé. Il est recueilli dans une institution pour jeunes filles de grande famille sudiste.

Et, tandis que dehors le combat fait rage, le metteur

en scène nous introduit dans un monde calfeutré, inondé de la lourde chaleur du Sud, où, sous la conduite de leur directrice Martha (Géraldine Page), de tendres donzelles s'occupent à s'initier aux manières de la bonne société coloniale.

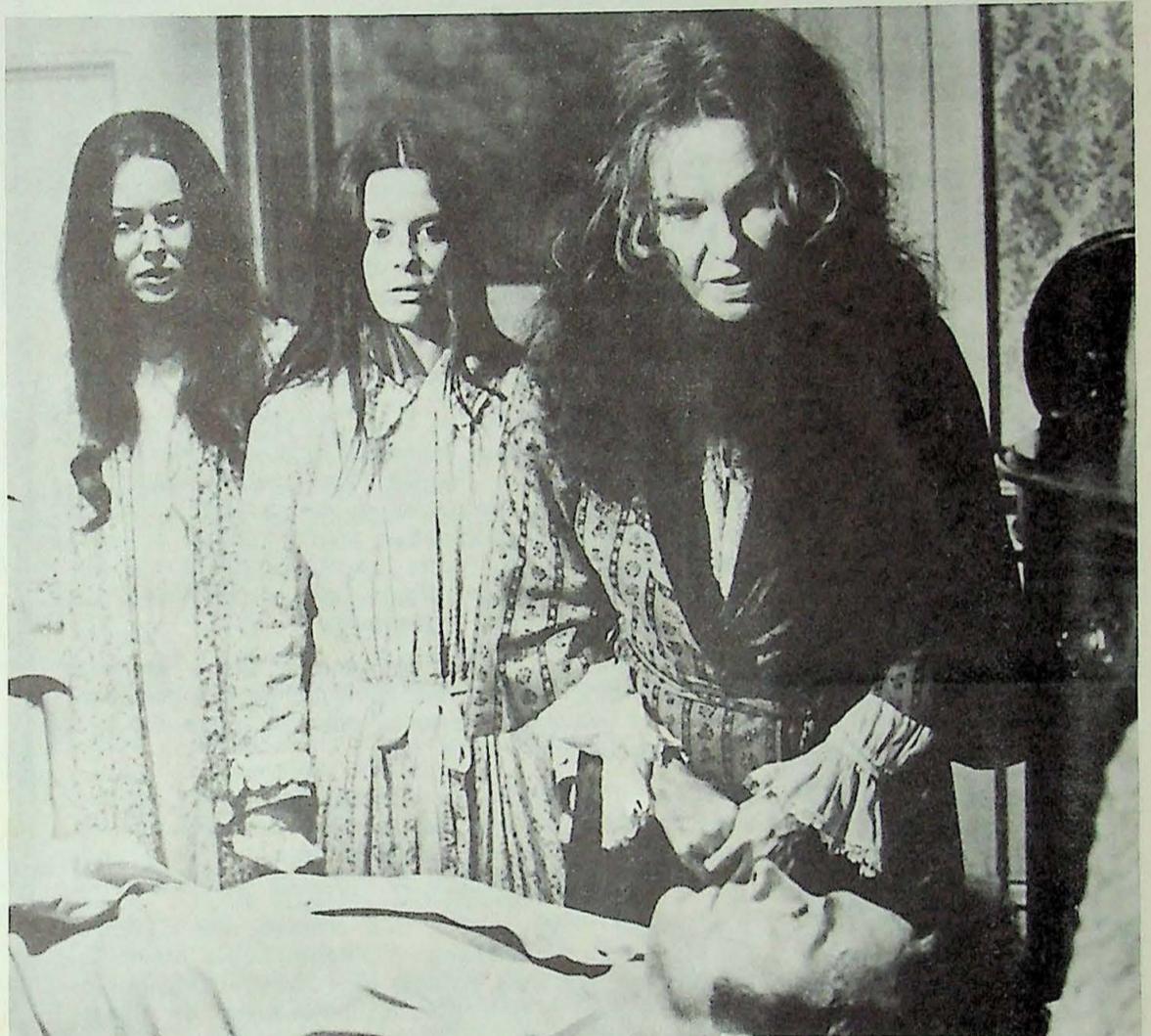
A priori, rien dans cet asile de calme ne prédispose à l'irascibilité. Pourtant l'intrusion d'un homme dans cette société féminine qui en a été privée depuis de longs mois, va déclencher en cascade un déchaînement de haine qui fera évanouir la mince pellicule de vernis qui recouvrent les bons sentiments ou les belles façons inculqués dans ce lieu... Et d'abord par le fait même du soldat yankee qui croit pouvoir sans vergogne jouer les loups dans la bergerie et exercer à part entière son « privilège » de mal. Pour arriver à ses fins, il manie la jalousie réciproque de chacune de ses proies en lui faisant croire qu'elle est l'heureuse élue. Mais dans cet antre fermé et replié sur ses obsessions, le manège est vite mis à nu. Les personnages vont évoluer, peu à peu, dans une atmosphère de vengeance farouche, d'agressivité toute contenue. Le malheureux soldat n'a pas compris que c'est lui qui est tombé dans un piège. Dans ce nid d'araignées, on a tissé autour de lui des fils empoisonnés qui le mèneront à une mort horrible.

Un film-parabole

Avec un talent indéniable, le metteur en scène a su reproduire l'hallucinant envahissement des êtres par la force irrésistible de la haine qui les pousse à s'entredéchirer. Jamais le procédé de retour en arrière n'a trouvé d'utilisation plus judicieuse. Les plus intimes pensées, les sentiments les moins avoués sont scrutés par une caméra impitoyable.

VIE

culturelle



par
Alain Moutot

Pour la maîtrise de Siegel, le « flashback » s'identifie à un des éléments les plus appropriés du langage cinématographique. L'œuvre réalisée finit par se présenter comme un agrégat d'autant de films qu'il y a de personnages. Ce procédé de puzzle participe à l'effet de mêlée psychologique voulu par le cinéaste.

La contamination par le venin de la violence, Siegel ne l'a pas cantonnée exclusivement à une époque déterminée même si le cadre de la guerre de Sécession est évoqué précisément par quelques traits fulgurants. Le havre intemporel où le soldat rongé par la fureur des combats, croit trouver refuge, devient l'image d'une Amérique menée par des turbulences sociales non moins acerbées que ces affrontements psychologiques et aux portes de laquelle, d'autres conflits n'ont pas fini d'éclater. □

AVIGNON 71

Avignon 71. — Plein succès du 25^e Festival. Le public est en augmentation sur les deux années passées, les cafés ne désemplissent pas jusqu'à une heure tardive de la nuit, les hippies, fidèles au rendez-vous de juillet, offrent aux touristes et festivaliers leurs objets insolites dans la petite rue qui monte au Palais des Papes. Ils font partie désormais du décor, en accord avec la Municipalité et la Direction du Festival. Les C.D.R. du Vaucluse ont trouvé, avec les hippies, leur traditionnel cheval de bataille. Le journaliste du très réactionnaire « Méridional », non content de sa feuille de chou, en rajoute dans un tract abondamment diffusé dans Avignon (notons que

par
Françoise Claire

ce triste rédacteur collabore à **Minute et l'Aurore**) : « Avignon est le rendez-vous européen de la crasse... Nos filles ne peuvent plus sortir le soir... » Le tract, — aussi bien que les articles de presse — appelle les Avignonnais à faire eux-mêmes leur police, afin de vider la ville de la vermine « Avignonnais, il faut crever l'abcès ! ». Le Maire d'Avignon proteste contre ces attaques et le Parti Communiste, respectueux des alliés privilégiés (M. Duffaut est au P.S.) défend les hippies. Le P.C.F., il faut en parler, car il a affirmé sa présence en toutes occasions : grand meeting à la Mairie, rassemblant un nombre impressionnant de jeunes — réunions publiques organisées par les Jeunes Communistes, les Femmes Françaises, les étudiants, la C.G.T. — les militants vendant la Nouvelle Critique à la sortie des spectacles et sur la Place de l'Horloge — colloques menés par les responsables de la Fédération des Centres Culturels Communaux (dont la majorité dirigeante appartient au P.C.F.).

En Avignon, le P.C.F. défend une place forte. S'il lâche, en ne soutenant pas Duffaut, le Festival risque d'être perdu. L'U.D.R. qui a, aux dernières élections législatives, pris possession du siège de député, guigne la Mairie et par là, le contrôle du Festival. Cette perspective à longue échéance (puisque les prochaines Municipales auront lieu dans six ans) a de quoi inquiéter les héritiers de Jean Vilar. Six ans, c'est loin, mais l'U.D.R. peut aller plus vite en besogne et mener campagne pour mettre en place un festival à la Guy Lux, majoritaires en tête et Mireille Mathieu dans la Cour d'Honneur !

Toute une œuvre risquerait ainsi d'être détruite. Tout électoralisme mis à part, le P.C.F. a raison : Avignon doit être défendu, non comme une institution, mais **politiquement** et aussi comme un **lieu vivant de création**, un lieu de rencontre entre public et gens de théâtre. Même si le public reste surtout un public d'intellectuels, si les ouvriers y viennent encore en trop petit nombre et les avignonnais, travaillant pendant cette période festivalière, se trouvent face à des problèmes de temps de loisirs, ce grand rassemblement de jeunes, les échanges d'idées qui en résultent font de ce mois une période très importante et nos camarades de passage en Avignon (soit pour travailler au sein du Festival, soit en spectateurs) ont été déçus de l'absence du P.S.U.



Le « Théâtre ouvert »

C'est l'expérience nouvelle de ce Festival. Malgré la faiblesse de certains textes, cette formule a connu un succès incontestable auprès des jeunes

metteurs en scène éprouvant naturellement le besoin de se confronter à des textes nouveaux qui répondent à leurs propres aspirations et qui sentent que, faute d'un sang nouveau, le théâtre français risque de s'asphyxier en tournant en rond autour des classiques. Suscès également du public qui a ainsi l'impression de collaborer au spectacle.

Pour ce nouveau lieu, la Chapelle des Pénitents Blancs, cinq metteurs en scène (Jean-Pierre Vincent, André-Louis Périnetti, Rufus, Georges Peyrou, Marcel Maréchal), auxquels s'est joint, en toute dernière heure, l'auteur-acteur-metteur en scène Armand Gatti, ont choisi des pièces inédites de jeunes auteurs, ou, auteurs eux-mêmes (Rufus et Gatti) interprétant leurs propres textes.

Il ne s'agissait pas de produire la pièce « l'objet fini », mais de faire une proposition scénique, avec la participation d'acteurs connaissant les textes et les jouant sans décors ni costumes.



Jean-Pierre Vincent présentait **Revzani**, avec « **Le Camp du Drap d'Or** », « portrait satirique et inquiétant de l'Empire du sous-sol qui vend ses richesses à l'Occident... C'est la rencontre de l'Orient et de l'Occident, du Tiers-Monde et du nôtre » (J.P.V.). Si vous avez vu, à la Télévision, les préparatifs des grandes réceptions qui auront lieu pour le 2.500^e anniversaire de l'instauration de la dynastie, comment ne pas penser à la pièce de Revzani !



Marcel Maréchal, lui a choisi un jeune auteur grec, émigré en France, **Adonis Doriadis**. « **Who is who** ». « Nous assistons à la dénudation d'un intellectuel pharisien, type caractéristique de notre époque... Interrogé ou interviewé, ce « Monsieur au-dessus de tout soupçon », ardent défenseur des valeurs humaines (la liberté, la conscience, l'honneur) et qui est prêt à les renier pour sa tranquillité et son intérêt personnel, est réduit à l'état de ver (A.D.). Marcel Maréchal qualifie cette œuvre d'« inquiétante, le spectateur y est à la fois l'agresseur et l'agressé » et pense que Adonis Doriadis est, parmi les dramaturges d'aujourd'hui, un de ceux qui dérangent le plus ».



Rufus, lui, a interprété son propre texte, avec la participation de **Catherine Monnot**. Il a placé son action dans la Chapelle des Pénitents Blancs. Rufus/Joseph est un ouvrier travaillant à la réfection de la chapelle. Une dame, idiote, joue de l'harmonium. Joseph, pour plaire à la dame, fait « **le Coqsilugre** », qui on le découvrira plus tard, est une maladie contagieuse et mortelle. « Un jeu qui n'est qu'une farce cruelle et déplorable » dit Rufus.



Armand Gatti, venu spécialement d'Allemagne (où il dispose de plus de facilités pour travailler qu'en France) a interprété sa pièce « **Rosa, Spartakus prend le pouvoir** ». Œuvre passionnée et qui doit, selon Gatti « toujours déboucher sur une proposition de lutte. D'où une fin qu'il faudra toujours renouveler en fonction des luttes qu'il apparaîtra nécessaire de mener. »

L'intérêt de cette expérience consiste en la découverte de textes nouveaux et inédits, soumis au public avant sa production et son exploitation possibles. De plus, c'est une tentative intéressante de rencontres auteurs-acteurs-public. L'auteur peut, en fonction des réactions du public, remanier sa pièce.

L'expérience « Théâtre ouvert » est un pas vers un authentique théâtre de création, par la découverte de jeunes auteurs, acteurs, metteurs en scène, peu soutenus et n'ayant pas de moyens et se trouvant bloqués dans leur action par les mandarins en place.

On parle trop souvent de crise du théâtre (manque d'auteurs surtout). En Avignon, il a été démontré que cela était une idée fautive et Marcel Maréchal a déclaré qu'il serait heureux de voir d'autres metteurs en scène monter une œuvre qu'il vient de découvrir.



Les jeunes troupes invitées (ou non) au Festival :

Le Théâtre de la Reprise, avec « **Playa Giron 61** » : mise en scène des interrogatoires des contre-révolutionnaires ayant tenté l'invasion de Cuba en avril 1961, pièce qui voudrait « être à la fois une prise de partie en faveur des forces révolutionnaires et une prise de position dans la recherche de nouvelles formes théâtrales », montrant en quoi « l'écroulement dérisoire et grinçant d'une série d'illusions réactionnaires soulève des questions qui ne concernent pas les seuls Cubains — et qui ne sont pas toutes politiques ».

Il faudrait citer encore d'autres spectacles intéressants, ceux de l'**Ensemble Théâtral de Lyon** (« **La Tête rétrécie de Pancho Villa** »), du **Théâtre de Travers** (« **L'Équilibre libéré** »). Profitant de cet immense public, toujours disponible, de très jeunes troupes se sont produites dans des lieux de fortune.

Le Théâtre Occitant, avec « **Oc, Oc, Oc** » proposait une pièce en langue occitane sur les paysans et leurs problèmes, dans les villages autour d'Avignon. La pièce a été très bien reçue et les réactions des paysans, découvrant de nouveaux problèmes, ont quelque peu inquiété les dirigeants locaux du P.C.F. Cette jeune troupe prouve ainsi que le théâtre peut être mis au service des luttes. Politique aussi, « **Place Thiers** » donnée par la jeune troupe de « **La Salamandre** » (Le Havre), au Théâtre des Carmes.

Plus intellectuel, « **Le Théâtre de l'Expérience** » jouait pour 25 personnes dans une pièce de la grande maison de la rue de la Balance, une interprétation d'une nouvelle de Sade « **Le mort et le curé** ». Emules de Grotovski, les deux acteurs ont présenté un très intéressant travail.

On ne saurait également passer sous silence l'activité des animateurs avignonnais, Gélas et Bénédetto qui reçurent pendant cette période un important public, justement attiré par la qualité de leurs spectacles.



Les expériences d'animation

Le centre d'Avignon n'a pas été le seul à profiter de cette activité théâtrale. Les quartiers neufs, situés à la périphérie, ont été, pendant tout le Festival, des centres d'animation.

A **Champfleury**, le **Cirque** « **Bonjour** » donnait tous les soirs une représentation, après une parade jusqu'au centre de la ville.

A la **Barbière**, **Avron** et **Evrard**, en plus de leur spectacle poursuivaient une action pédagogique, en dirigeant des

stages d'animation réservés à des éducateurs et enseignants; les théâtres pour enfants jouaient au Foyer des Jeunes Travailleurs (la Clairière), à la Maison des Jeunes (marionnettes).



« L'accès à la culture, c'est avant tout l'accès à la parole »

Cette affirmation est à l'origine d'une très intéressante expérience dans le quartier populaire de la **Croix des Oiseaux** : 400 logements — 3.000 à 3.500 habitants (Espagnols, Algériens, Français), travaillant surtout dans le bâtiment. Dans cette « citée protégée », pas de bistrot, peu de magasins, mais des cancrelats qui pullulent dans les appartements, toute une animation a été entreprise : un **défilé** — ou plutôt un **corso** — (démystifiant une forme traditionnelle dans le midi : corso fleuri), sur le thème des **cancrelats**; des **marionnettes** pour les enfants sur les commérages dans le quartier; un **spectacle théâtral** très gauchissant, pour adolescents et adultes (le cri des oiseaux, sur les problèmes du quartier et des ouvriers); **deux films**, un avec la C.G.T. du dépôt des machines d'Avignon, sur les problèmes du travail, des loisirs, des sports, de la culture, un autre avec les ouvriers immigrés : Algériens habitant des cabanes, sur tous leurs problèmes (habitation - intégration au quartier - racisme, etc.). Toutes ces manifestations ont été très suivies par les habitants du quartier et ont eu un **impact politique très fort**. Enfin un bal clôtura la fête.

Cette année, les lieux de réunion n'ont jamais été si nombreux, les spectacles aussi divers et tous affichés complet. Après 25 ans d'existence, un tournant est pris. Le Festival ne s'enferme plus dans le Palais des Papes, mais au contraire éclate, devenant ce que souhaitait Jean Vilar : un lieu de rencontre et de création, et pourquoi pas un Festival-Laboratoire.



Cette saison, vous pourrez mieux connaître certaines œuvres et auteurs présentés en Avignon :

— Le Théâtre de la Reprise présentera « **Playa Giron 61** » au théâtre de la Cité universitaire.

— RUFUS, depuis le 15 septembre, joue « **300 dernières** » au théâtre du Ranelagh, et jouera prochainement à Aubervilliers « **Auguste, Auguste, Auguste** » de Pavel Kohout.

— REVZANI présente au Petit T.N.P. (salle Gémier), Jean-Pierre Vincent montera « **Capitaine Schelle, Capitaine Eçço** », pièce sur les grands magnats du pétrole - le titre en est assez évocateur ! (nous reparlerons prochainement de cette œuvre dans « T.S. »).

Déclaration de la Direction Politique

Les difficultés que connaît aujourd'hui le système capitaliste, et dont la crise monétaire est à la fois un signe et un facteur d'aggravation, pèsent lourdement sur la vie des travailleurs. L'actualité politique pour eux, c'est l'accentuation de la hausse des prix, l'insécurité de l'emploi, le renforcement de l'oppression patronale, l'accroissement des cadences en fonction de l'organisation capitaliste du travail et parce que les entreprises doivent augmenter leur productivité afin de maintenir leur taux de profit. La récente crise du dollar va ralentir les exportations vers les Etats-Unis, la guerre commerciale va s'accroître en Europe, et ce sont les travailleurs qui en feront encore une fois les frais.

L'actualité, c'est aussi l'inquiétude des petits agriculteurs et des viticulteurs qui ne parviennent pas à écouler leur production, l'incertitude du logement, les hausses des tarifs des services publics. La grève des enseignants, les menaces des policiers, quelles que soient leurs ambiguïtés, trahissent un profond malaise.

Dans les circonstances actuelles, le patronat et le gouvernement ne peuvent assurer le calme sur le front social au moyen de hausses de salaires. La politique de relance économique annoncée à grand fracas n'est qu'un leurre puisqu'elle s'accompagne d'un accroissement de la fiscalité destiné à assurer l'équilibre budgétaire. Ainsi la stratégie de la bourgeoisie consiste à faire porter le fardeau de la crise par les masses ouvrières et paysannes. Mais cette politique se heurte à des résistances de plus en plus grandes.

La base sociale de la majorité s'inquiète et se durcit (des forces centrifuges s'affirment de plus en plus : E. Faure et M. Poniowski d'un côté, la C.F.T. et quelques vieux gaullistes de l'autre). La majorité renforce dès lors sa politique autoritaire. Des solutions extrémistes peuvent tenter les couches les plus durement touchées.

Dans cette situation, le mécontentement populaire grandissant ne peut que poser la question d'un changement politique.

L'espoir des réformistes

C'est l'occasion pour les forces réformistes de canaliser le mécontentement vers une perspective parlementaire d'un « gouvernement de la gauche unie ». L'accent est mis sur le mot d'ordre abstrait d'unité, ce qui permet de dissimuler combien les objectifs réels et prétendument communs sont minces. Un tel mot d'ordre est aussi le moyen d'assurer le freinage des mouvements de masse.

Par son caractère formel, voire mythique, la perspective unitaire apparaît aujourd'hui comme la reproduction appauvrie d'expériences historiques qui ont conduit à des échecs de la classe ouvrière.

Sans doute la volonté du P.C.F. comme du P.S. est-elle d'obtenir un

accord partis-syndicats permettant de donner comme seule traduction politique au mécontentement populaire celle de « l'union des gauches ». On ne peut cependant interpréter systématiquement toute recherche d'accord syndical comme une acceptation de cet objectif. L'interprétation donnée par le secrétaire général de la C.F.D.T. du récent accord entre son organisation et la C.G.T. montre notamment qu'elle n'y est pas disposée dans l'état actuel de choses. L'accent mis par l'accord C.G.T.-C.F.D.T. sur le droit syndical, les travailleurs immigrés et les conditions de travail permet d'ouvrir parmi les travailleurs le débat sur le contrôle ouvrier, que cela corresponde ou non aux objectifs des directions syndicales. L'une des tâches essentielles pour le mouvement révolutionnaire est de proposer une autre perspective politique au mouvement syndical.

Pour une perspective révolutionnaire

La force d'une tentative de solution réformiste tient davantage à l'incapacité du mouvement révolutionnaire de présenter aux travailleurs une véritable issue politique qu'à la capacité du Parti Socialiste et du Parti Communiste d'ouvrir de réelles perspectives de transformation socialiste de la société.

La D.P.N. du P.S.U. donne donc au Bureau National mandat de prendre dans l'année qui vient toutes les initiatives susceptibles de permettre au mouvement révolutionnaire de franchir une étape décisive de son développement. Il est clair qu'il ne peut s'agir de retraduire de façon parallèle sur la scène politique un certain nombre de thèmes de lutte expérimentés avec un inégal succès par l'extrême gauche lors de ces dernières années. C'est au contraire à un changement qualitatif du mouvement révolutionnaire qu'il nous faut travailler.

Pour y parvenir le P.S.U. doit s'efforcer :

1. — De mettre en place des formes de débats, des cadres de discussion permettant à l'ensemble des militants organisés ou influencés par le mouvement révolutionnaire de faire ensemble un travail de proposition stratégique qui ouvre des perspectives d'une nature différente de celles de l'alliance P.C.-P.S.

2. — De mettre en route le travail d'élaboration du programme révolutionnaire. Un tel programme ne se définit pas seulement par ses propres propositions mais plus encore par les conditions dans lesquelles il est élaboré à partir de l'expérience directe tirée des luttes sociales par les travailleurs eux-mêmes. Notre rupture avec le réformisme est donc double puisqu'elle porte aussi bien sur les objectifs que sur les moyens de les définir.

Dans cette double perspective, le P.S.U. se propose de prendre les initiatives suivantes :

Propositions pratiques

1 - La définition d'une plateforme de discussion sur une dizaine d'objectifs fondamentaux du mouvement révolutionnaire sera le premier acte d'une recherche dans la voie d'un programme révolutionnaire. Cette plate-forme sera définie à partir des dix campagnes unifiantes adoptées à l'unanimité par le dernier Congrès ;

2 - Afin d'exprimer la signification politique des luttes sociales en cours et de permettre une riposte conjointe des travailleurs ouvriers et paysans, le P.S.U. réunira des assemblées ouvriers-paysans ou des assemblées de secteurs sur le terrain même des luttes. De la même façon, il s'efforcera de faciliter l'apparition de mouvements de masse plus nombreux et plus dynamiques à l'occasion des conflits que suscite la soumission du cadre de vie aux intérêts ou aux besoins du système capitaliste (problèmes du logement, du mode de vie, de la pollution dans les entreprises et les lieux d'habitat, etc.) ;

3 - Pour déboucher sur une perspective révolutionnaire, la lutte des travailleurs doit prendre un caractère politique. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent conférer ce caractère à leur lutte. C'est pourquoi le P.S.U. propose la constitution progressive de Comités d'initiative populaire. Une telle initiative ne prend toute sa valeur que si elle trouve sa place dans un contexte de luttes sociales importantes, locales ou nationales, dans la production ou sur le cadre de vie. Ils seront alors les moyens d'amplification d'une dynamique sociale unitaire. Ils contribueront à l'élaboration d'une réponse politique globale susceptible d'être opposée efficacement à la stratégie réformiste de démocratie avancée.

Ils permettront de réaliser, dans des lieux précis, l'expérience politique de masse sans laquelle les forces révolutionnaires sont conduites à une direction bureaucratique qui mène à une nouvelle forme de stalinisme. Dans l'hypothèse où le front de gauche vien-

drait à se réaliser, ces comités garantiront l'expression permanente des travailleurs en lutte pour peser sur le rapport de forces en faveur du développement du mouvement révolutionnaire.

4 - La situation réelle des travailleurs dans le système de production et les formes nouvelles de leur exploitation appellent une analyse plus précise de la part des militants révolutionnaires.

Le mouvement des O.S., comme celui de Renault, la révolte des jeunes travailleurs, les réactions d'ouvriers d'origine paysanne (Evian), les diverses tentatives de contrôle ouvrier doivent faire l'objet d'une confrontation entre les diverses analyses théoriques de ces phénomènes et leur traduction sur le terrain des luttes sociales.

Une rencontre sera organisée à cet effet dans les mois prochains (1).

5 - En même temps, il importe que se coordonnent les luttes des travailleurs français et des autres travailleurs d'Europe Occidentale. Ce sera un des objectifs essentiels du prochain Conseil National du P.S.U. qui se tiendra les 22 et 23 août sur les problèmes internationaux. Une rencontre européenne sera également organisée, avec les militants des secteurs entreprises et agricole, pour confronter les expériences de lutte et de contrôle ouvrier, entre les travailleurs des grandes entreprises nationales ou internationales.

Le P.S.U., qui est ouvert à toutes les confrontations utiles au développement des luttes des travailleurs contre l'exploitation et l'oppression capitalistes, avec toutes les formations qui inscrivent leur action dans cette perspective, entend discuter prioritairement de ces diverses initiatives avec toutes les composantes du mouvement révolutionnaire. Il recherchera avec les organisations révolutionnaires et plus généralement avec les militants politiques et syndicaux concernés à réaliser les conditions pratiques des initiatives à prendre. □

(1) Sous la responsabilité du camarade Serge Mallet.

POUR PROTESTER

- contre les hausses continues
- contre l'aggravation des conditions de transport

POUR EXIGER

- une carte unique payée par le patron
- des transports en commun suffisants, rapides et confortables

AVEC LES COMITES D'USAGERS, TOUS AU

Rassemblement des usagers le 17 Septembre à 20 h 30

SALLE DE LA MUTUALITE - PARIS-5^e
Métro : Maubert-Mutualité